

The Second Additional
Protocol was previously
published as Cmnd.
5987



UNIVERSAL
POSTAL UNION

Treaty Series No. 56 (1976)

Second Additional Protocol
to the
Constitution
of the
Universal Postal Union

[together with Declarations, General Regulations,
Final Protocol and Rules of Procedure of Congresses]

Lausanne, 5 July 1974

[The United Kingdom instrument of ratification of the Second Additional
Protocol and notification of approval of the General Regulations were
deposited on 23 February 1976]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
August 1976*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

£1.50 net

Cmnd. 6539

CONTENTS

	<i>French Text Page</i>	<i>English Translation Page</i>
1. Second Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union	3	37
2. Declarations made on signature of the Acts	28	40
3. General Regulations of the Universal Postal Union	48	85
4. Final Protocol to the General Regulations	68	105
5. Annex to the General Regulations: Rules of Procedure of Congresses	71	107
6. Ratifications of the Second Additional Protocol	—	121
7. Ratifications and Approvals of the General Regulations	—	122

NOTE: Italicised material in English indicates changes introduced by the 1974 Lausanne Congress of the Universal Postal Union.

NOTE: The Constitution was ratified by the United Kingdom on 2 August 1966 and published as Cmnd. 3141 (Treaty Series No. 70 of 1966).

DEUXIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLE DES MATIÈRES

- Art.
I. (art. 21 modifié) Dépenses de l'Union. Contribution des Pays-membres
II. Choix de la classe de contribution
III. Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union
IV. Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

DEUXIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONSTITUTION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE¹

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle, réunis en Congrès à Lausanne, vu l'article 30, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

Article I (Article 21 modifié)

Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

1. Chaque Congrès arrête le montant maximal que peuvent atteindre:
 - (a) annuellement les dépenses de l'Union;
 - (b) les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès.

2. Le montant maximal des dépenses prévu au paragraphe 1 peut être dépassé si les circonstances l'exigent, sous réserve que soient observées les dispositions y relatives du Règlement général.

3. Les dépenses de l'Union, y compris éventuellement les dépenses visées au paragraphe 2, sont supportées en commun par les Pays-membres de l'Union. A cet effet, chaque Pays-membre choisit la classe de contribution dans laquelle il entend être rangé. Les classes de contribution sont fixées dans le Règlement général.

4. En cas d'adhésion ou d'admission à l'Union en vertu de l'article 11, le Gouvernement de la Confédération suisse détermine, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la classe de contribution dans laquelle celui-ci doit être rangé au point de vue de la répartition des dépenses de l'Union.

Article II

Choix de la classe de contribution

L'article 1, paragraphe 3, est applicable avant la mise à exécution du présent Protocole additionnel.

¹ La Constitution de l'Union postale universelle a été conclue par le Congrès de Vienne 1964 et figure dans le tome III des Documents de ce Congrès. Le premier Protocole additionnel a été adopté au Congrès de Tokyo 1969.

Article III**Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union**

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés aux paragraphes 1 et 2 sont adressés par la voie diplomatique au Gouvernement du pays-siège qui notifie ce dépôt aux Pays-membres.

Article IV**Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle**

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1976 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays-siège du Congrès.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'AFGHANISTAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE
DE L'AFRIQUE DU SUD:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
D'ALBANIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE:

Hacène

ABDESSELAM

Model *R. Amel*

Moussa

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE:

Klaus Kiser
H. Rammann
H. Rammann

Pour
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

Benjamin F. Austin
Joseph F. Jones
J. Edgar S. Clark
Michael J. Regan
Dina Harrison
Michael P. ...

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
Y COMPRIS LE TERRITOIRE
SOUS TUTELLE DES ÎLES DU
PACIFIQUE:

Joseph F. Jones
[Signature]

Michael J. Keegan

Dana Harrison
[Signature]

Pour
LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE:

[Signature] DR. ALAWI D. KAYAL

[Signature] A. L. Sheikh
[Signature] A. A. SMAN

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:

[Signature]

Pour
L'AUSTRALIE:

[Signature]
[Signature]
J. H. Bates.

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:

[Signature]
[Signature]
[Signature]
Dr. Kramler

Pour
LE COMMONWEALTH DES BAHAMAS:

[Signature]

Pour
L'ÉTAT DE BAHRAIN:

ALI E. MATTAR

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU BANGLADESH:



K. R. Qaderus.

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:



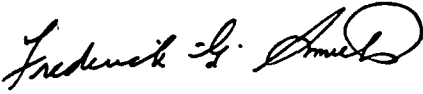
Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE L'UNION DE BIRMANIE:



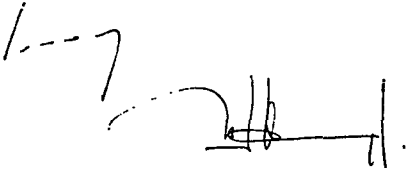
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE:



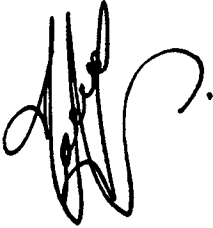
Pour
BARBADE:



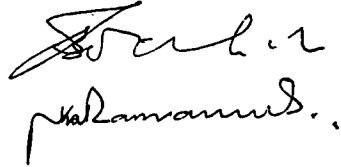
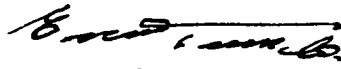
Pour
LA BELGIQUE:



Pour
LE ROYAUME DE BHOUTAN:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA:



Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE
DU BRÉSIL:

*João Pinheiro
Autocrição de João*

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE BULGARIE:

Andreev

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN:

[Signature]

Pour
LE CANADA:

[Signature]
[Signature]

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

[Signature]

Pour
LE CHILI:

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU CONGO:

BB BALOUNDA

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY:

Aboubakar
GOUNONGBE
Aboubakar
ADOUN L.

Pour
LE ROYAUME DE DANEMARK:

Gunnar Pedersen.
Pelle Seestensen
Johan Andersen
Boize Knudsen

Pour
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE:

M. I. Sallhi
A Bakir
Awaadalla Tanfuk
Abu Shaker

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR:

A. Amador

Pour
LES ÉMIRATS ARABES UNIS:

M.A. HASSAN

ش. م. علي
Sh. M. Ali

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR:

Pour
L'ESPAGNE:

Pour
LE TERRITOIRE ESPAGNOL
DE L'AFRIQUE:

Pour
L'ÉTHIOPIE:

Pour
FIDJI:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES
REPRÉSENTÉS PAR L'OFFICE FRANÇAIS
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
D'OUTRE-MER:

Ray Carbone
[Signature]
A. Bouning
[Signature]
Judy

Pour
LA RÉPUBLIQUE GABONAISE:

[Signature]
[Signature]
[Signature]

Pour
LE GHANA:

P. A. *[Signature]*
[Signature]

Pour
LE ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD,
ÎLES DE LA MANCHE
ET ÎLE DE MAN:

J. Wood
D. M. Elliot
[Signature]
[Signature]
Heather M. P. Harris
[Signature]
[Signature]
A. J. Brown
[Signature]

Pour
LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER
DONT LES RELATIONS
INTERNATIONALES
SONT ASSURÉES
PAR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD:

J. Wood
D. M. Elliot
[Signature]
[Signature]
Heather M. P. Harris
[Signature]
[Signature]
A. J. Brown
[Signature]

Pour
LA GRÈCE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE
DE GUINÉE ÉQUATORIALE:

Pour
LA GUYANE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI:


Pour
LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA:



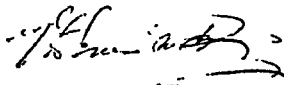
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS:

B. Louche

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
HONGROISE:

J. Kovács

Pour
L'INDE:

M. Sheno
Singh

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE:

S. Sukarno

S. Sukarno

Pour
L'IRAN:

M. A. J. J. J.

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ:

M. A. Jubayr
H. Al-Mandary
I. S. Tammam

Al-Badrash
Kais M. Ghawri
M. S. S.
Pour
L'IRLANDE:

P. W. Ryan
P. W. Ryan
D. Heenan

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE:

J. Sveinsson
B. Kristjánsson

Pour
ISRAËL:

S. Amhar *20/1/66*
Chauvelon *18/3/66*

Pour
LE JAPON:

Hideo Kitarano
[Signature]

Pour
L'ITALIE:

Pour
LE ROYAUME HACHÉMITE
DE JORDANIE:

[Signature]
H. Khammash.
[Signature]
ALI ALJABER
[Signature]
Husa Randak

Pour
LA JAMAÏQUE:

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE KENYA:

[Signature]
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE:

Handwritten signature

Pour
KUWAIT:

Handwritten signature
Handwritten signature

Pour
LE ROYAUME DU LAOS:

Handwritten signature
Handwritten signature

Pour
LE ROYAUME DU LESOTHO:

Handwritten signature

Pour
LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE:

Handwritten signature
Handwritten signature

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA:

Handwritten signature
Handwritten signature

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE:

Handwritten signature *Handwritten signature*
Handwritten signature *Handwritten signature*

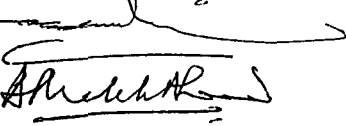
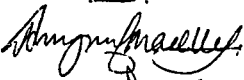
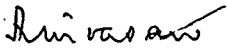
Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:

Handwritten signature

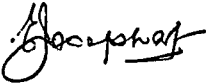
Pour
LE LUXEMBOURG:



Pour
LA MALAISIE:



Pour
MALAWI:

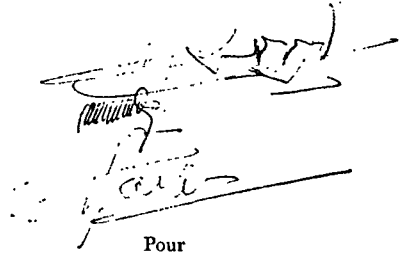


Pour
LA RÉPUBLIQUE DES MALDIVES:

Pour
LA RÉPUBLIQUE MALGACHE:

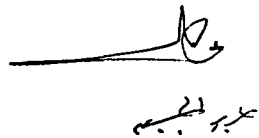


Pour
LA RÉPUBLIQUE DU MALI:



Pour
MALTE:

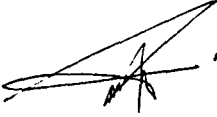
Pour
LE ROYAUME DU MAROC:



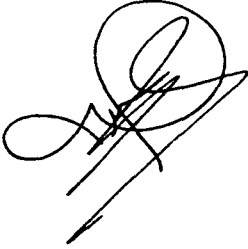
Pour
MAURICE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE
DE MAURITANIE:



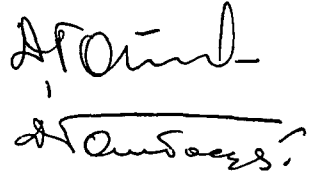
Pour
LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:



Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:



Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE MONGOLIE:

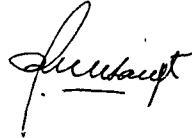


Pour
LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:

Pour
LE NÉPAL:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:

C. Gachiel.

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE NIGÉRIA:

Abacha Abacha

Pour
LA NORVÈGE:

A. Rindberg
C. Thoring
K. Strømme
.. a a o e

Pour
LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

W. Seath
A. G. Jones
John Brown

Pour
LE SULTANAT D'OMAN:

أبو سعيد
بن سلطان
بن سعيد
بن سلطان
H. A. ASSAED
N. M. M.

Pour
L'OUGANDA:

Musundi
Emmy J. Owagage

Pour
LE PAKISTAN:

S. A. Mahmud

Rahim
Hum Kee

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA:

Jaime Esquivel
Pedro Riera
Julio Espinoza

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY:

Pour
LES PAYS-BAS:

Pour
LES ANTILLES NÉERLANDAISES
ET SURINAM:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

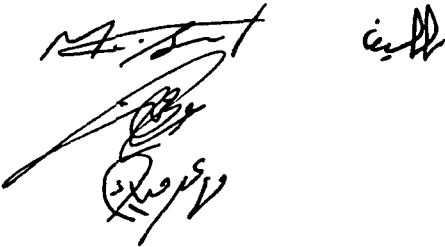
Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE POLOGNE:

Pour
LE PORTUGAL:

Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE:

Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE ORIENTALE,
DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE:

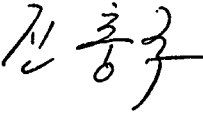
Pour
L'ÉTAT DE QATAR:

Handwritten signatures in Arabic script, including names like 'Abdullah bin Khalifa' and 'Hamad bin Khalifa'.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
ALLEMANDE:

Handwritten signature in German script, likely 'Ulrich'.

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE:

Handwritten signature in Korean script, likely 'Kim Il-sung'.

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE ROUMANIE:

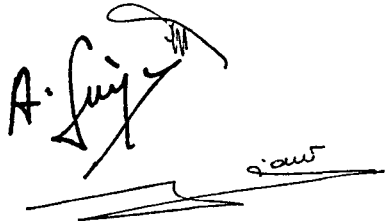
Handwritten signatures in Romanian script, including 'Dr. Virgil Iliușparlan', 'Ion Rădulescu', and 'Elu Teodoru'.

Pour
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN:

Handwritten signature in Italian script, likely 'Antonio Juretti'.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL:

Handwritten signature in French script, likely 'A. Sissouma Fily Dine Diouf'.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE:

Handwritten signature in English script, likely 'Siaka Stevens'.

Pour
SINGAPOUR:

Pat Mee

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DE SOMALIE:

Abdirahman

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU SOUDAN:

H. I. Beshi

A. G. G. G.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SRI LANKA
(CEYLAN):

V. G. G.

Pour
LA SUÈDE:

A. J. J.

Carlson

Sten

Tom Gill

Pour
LA CONFÉDÉRATION SUISSE:

H. G.

B. G.

J. G.


Pour
LE ROYAUME DU SWAZILAND:

D. G.

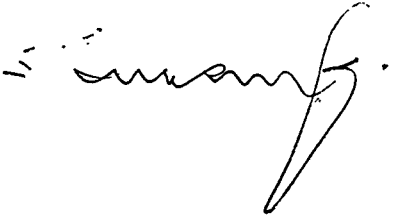
M. G.

G. G.

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE:


Hafez Assad
A. Assad
Dalloul

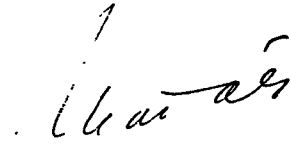
Pour
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE:




Pour
LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD:

Idriss Deby

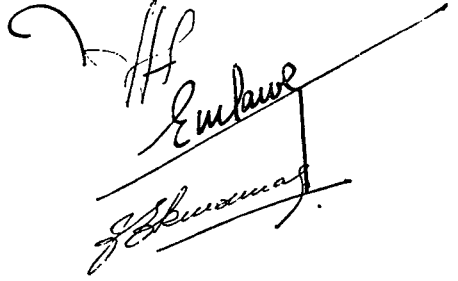
Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE:



Pour
LA THAÏLANDE:

Chao Chongma

Pour
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE:



Pour
LE ROYAUME DES TONGA:



Pour
TRINITÉ ET TOBAGO:

Pour
L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

Pour
LA TUNISIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
DE L'URUGUAY:

Pour
LA TURQUIE:

Pour
L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE VÉNÉZUÉLA:

Alfonso...

[Handwritten signatures for Tunisia]

Col. Juan...

M. Kemal...

L. Gentile

[Handwritten signature for USSR]

[Handwritten signature for Venezuela]


Pour
LA RÉPUBLIQUE DU VIÊT-NAM:



Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN:



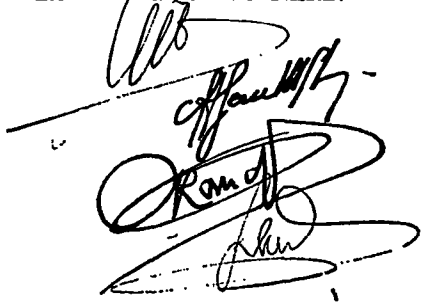
Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE DU YÉMEN:



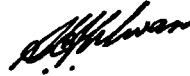
Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE:



DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA SIGNATURE DES ACTES

I

Au nom de la République de Panama:

«La République de Panama déclare que la Zone du canal est partie intégrante du territoire de la République de Panama, dont la souveraineté n'a jamais été accordée à aucun pays, et que par conséquent elle n'est pas et ne peut pas être une partie de «l'ensemble des territoires des Etats-Unis d'Amérique».

En conséquence, le territoire de la République de Panama, qui comprend la Zone du canal de Panama, constitue une seule et même unité postale relevant de l'Administration postale de la République de Panama.

C'est pourquoi la République de Panama réserve tous ses droits postaux sur la Zone du canal.»

(Congrès — Doc 150/Rev 2)

II

Au nom de la République argentine:

«En ratifiant la Constitution de l'Union postale universelle signée à Vienne le 10 juillet 1964 et les Actes de l'Union postale universelle signés à Tokyo le 14 novembre 1969, le Gouvernement argentin a déclaré expressément que l'article 23 de ladite Constitution ne vise ni ne comprend les îles Malouines, les îles Georgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et l'Antartide argentine, étant donné qu'elles font partie de son territoire et relèvent de sa souveraineté.

La République argentine saisit cette occasion pour déclarer qu'elle n'admettra pas de discussions sur l'authenticité de ses droits sur les territoires susmentionnés.

Toute déclaration ou réserve qui aurait été ou serait faite par un Pays-membre de l'Union et qui serait incompatible avec la présente déclaration est par conséquent nulle et sans valeur.»

(Congrès — Doc 150/Rev 2)

III

Au nom de la République algérienne démocratique et populaire, du Royaume de l'Arabie saoudite, de l'Etat de Bahrain, de la République populaire du Bangladesh,

de la République arabe d'Égypte, des Emirats arabes unis, de la République d'Iraq, du Royaume hachémite de Jordanie, de Kuwait, de la République libanaise, de la République arabe libyenne, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de l'Etat de Qatar, de la République démocratique de Somalie, de la République démocratique du Soudan, de la République arabe syrienne, de la Tunisie, de la République arabe du Yémen, de la République démocratique populaire du Yémen:

«Les délégations susmentionnées confirment leur déclaration n° IX faite au Congrès de Vienne 1964 et leur déclaration n° III faite au Congrès de Tokyo 1969 et réaffirment que leur signature de tous les Actes de l'Union postale universelle (Congrès de Lausanne 1974) ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de ces Actes par leurs gouvernements respectifs ne sont pas valables vis-à-vis du membre inscrit sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.»

Congrès — Doc 150/Add 1/Rev)

IV

Au nom de la République fédérale d'Allemagne:

«En se référant à l'adoption sans vote par le XVII^e Congrès de la résolution 0033 relative à l'exclusion de la République de l'Afrique du Sud du XVII^e Congrès de l'Union postale universelle ainsi que de tous les autres Congrès ou réunions de l'UPU, la délégation de la République fédérale d'Allemagne désire déclarer qu'elle fait de fortes réserves au sujet de la constitutionnalité et de la légalité de la procédure. Si un vote avait eu lieu, la délégation de la République fédérale d'Allemagne aurait voté contre l'exclusion de la République de l'Afrique du Sud du XVII^e Congrès de l'UPU. Un vote négatif n'aurait en aucune façon porté préjudice aux vues bien connues de son Gouvernement, à savoir sa ferme opposition à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud.»

(Congrès — Doc 150/Add 2)

V

Au nom des Etats-Unis d'Amérique:

«Se référant à l'adoption sans mise aux voix à la sixième séance plénière de la résolution 0033 concernant l'exclusion de la République sud-africaine du XVII^e Congrès, de tous les autres Congrès et réunions de l'Union postale universelle, la délégation des Etats-Unis d'Amérique tient à faire valoir ses réserves quant à la constitutionnalité et à la validité juridique de la procédure suivie à ce sujet et à propos d'autres décisions prises de façon analogue par le XVII^e Congrès.

Si un scrutin avait été demandé sur cette résolution, la délégation des Etats-Unis d'Amérique aurait voté contre, ce vote négatif étant sans préjudice

de l'appui donné par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au principe d'universalité dans les organisations internationales et de la ferme opposition de ce même Gouvernement à la politique d'apartheid pratiquée par le Gouvernement de la République sud-africaine.»

(Congrès — Doc 150/Add 2)

VI

Au nom de la Belgique:

«En se référant à l'adoption en sixième séance plénière du XVII^e Congrès, sans qu'il eût été procédé à un vote, de la résolution 0033 relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud du XVII^e Congrès de l'UPU ainsi que de tous autres Congrès et réunions de l'UPU, la délégation de la Belgique désire formuler des réserves au sujet de la légalité et de la constitutionnalité de la procédure adoptée.

Si un vote avait eu lieu, la délégation de la Belgique aurait émis un vote négatif, sans que cette attitude puisse être interprétée comme une atténuation quelconque de la ferme opposition dont son Gouvernement témoigne à l'égard de la politique sud-africaine de l'apartheid.»

(Congrès — Doc 150/Add 2)

VII

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man:

«Se référant à l'adoption sans scrutin, par la sixième séance plénière, de la résolution 0033 concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud du XVII^e Congrès et de tous les autres Congrès et réunions de l'UPU, la délégation de Grande-Bretagne tient à exprimer ses réserves quant à la constitutionnalité et à la validité juridique de la procédure appliquée.

Si un scrutin avait été demandé sur cette résolution, la délégation de Grande-Bretagne aurait voté contre, ce vote négatif étant sans préjudice de l'appui donné par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au principe d'universalité au sein des organisations internationales et de la ferme opposition de ce même Gouvernement à la politique d'apartheid pratiquée par le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud.»

(Congrès — Doc 150/Add 2)

VIII

Au nom de l'Irlande:

«La délégation de l'Irlande, se référant à l'adoption sans mise aux voix à la sixième séance plénière de la résolution 0033 ayant notamment trait à l'exclusion

de la République sud-africaine du présent Congrès, de tous les autres Congrès et réunions de l'Union postale universelle, tient à faire valoir ses réserves quant à la constitutionnalité et à la validité juridique d'une telle décision.

Si un scrutin avait eu lieu, la délégation de l'Irlande aurait été dans l'obligation de voter contre cette résolution, cela sans préjudice de l'opposition ferme et bien connue du Gouvernement de l'Irlande à la politique de l'apartheid pratiquée par le Gouvernement d'Afrique du Sud.»

(Congrès — Doc 150/Add 2)

IX

Au nom de l'Italie:

«En se référant à l'adoption sans vote, au cours de la sixième séance plénière du XVII^e Congrès de l'Union postale universelle, de la résolution 0033, la délégation de l'Italie tient à déclarer que s'il y avait eu un vote elle n'aurait pas manqué de faire valoir ses propres réserves, strictement liées à des motifs d'ordre juridique.»

(Congrès — Doc 150/Add 2)

X

Au nom du Luxembourg:

«En se référant à l'adoption en sixième séance plénière du XVII^e Congrès, sans qu'il eût été procédé à un vote, de la résolution 0033 relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud du XVII^e Congrès ainsi que de tous les autres Congrès ou réunions de l'Union postale universelle, la délégation luxembourgeoise désire formuler des réserves au sujet de la légalité et de la constitutionnalité de la procédure adoptée.

La délégation luxembourgeoise tient à relever que le Gouvernement luxembourgeois s'est toujours opposé avec vigueur à la politique de l'apartheid pratiquée par le Gouvernement d'Afrique du Sud.

Le Gouvernement luxembourgeois estime cependant que tous les moyens de communiquer avec le Gouvernement d'Afrique du Sud devraient être respectés afin qu'il soit possible de convaincre ce Gouvernement d'abolir sa politique de l'apartheid. Le Gouvernement luxembourgeois est également d'avis que des questions politiques ne devraient pas être discutées dans les organisations techniques telles que l'Union postale universelle et que des considérations d'ordre politique ne sauraient constituer une base valable pour dénier à un membre le droit de pouvoir participer pleinement aux travaux d'une telle organisation.

Si un vote avait eu lieu, la délégation luxembourgeoise aurait émis un vote négatif sans que cette attitude puisse cependant être interprétée comme

une atténuation quelconque de la ferme opposition dont son Gouvernement témoigne à l'égard de la politique d'apartheid pratiquée par le Gouvernement d'Afrique du Sud.»

(Congrès — Doc 150/Add 2)

XI

Au nom des Pays-Bas:

«En se référant à l'adoption sans vote, lors de la sixième séance plénière du XVII^e Congrès, de la résolution 0033 relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud du XVII^e Congrès ainsi que de tous autres Congrès et réunions de l'UPU, la délégation des Pays-Bas tient à déclarer que le Gouvernement des Pays-Bas a toujours vigoureusement rejeté la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain et qu'il n'y a pas de doute qu'il continuera à rejeter fermement cette politique.

Toutefois, le Gouvernement des Pays-Bas est de l'opinion qu'il faut faire tous les efforts possibles pour persuader le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud qu'il est nécessaire de mettre fin à la politique de l'apartheid. C'est pourquoi le Gouvernement des Pays-Bas estime nécessaire de maintenir toutes les possibilités de communication, y compris celles offertes par les diverses réunions de l'UPU. En outre, le Gouvernement des Pays-Bas considère que, malgré les objections qu'on peut avancer à l'égard de la politique d'un Pays-membre, ces objections ne peuvent pas servir de base pour refuser à ce membre l'exercice de ses pleins droits en tant que membre d'une organisation technique comme l'Union postale universelle.

La délégation des Pays-Bas estime que la décision d'exclure la délégation de la République d'Afrique du Sud des réunions de l'UPU est contraire aux buts de cette organisation et constitue un précédent dangereux à l'intérieur du système de l'ONU.

Si un vote avait eu lieu sur la résolution 0033, la délégation des Pays-Bas aurait voté contre.»

(Congrès — Doc 150/Add 2)

XII

Au nom de la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

«Le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie reconnaît uniquement le Gouvernement royal d'unité nationale du Cambodge et, par conséquent, la délégation yougoslave ne reconnaît pas le droit à la délégation de Pnom Penh de représenter le Cambodge ni de signer les Actes du Congrès en son nom.

« Etant donné qu'il y a deux zones et deux Administrations au Sud Viêt-Nam: le Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud Viêt-Nam et l'Administration de Saïgon, la délégation yougoslave ne reconnaît pas le droit à la représentation de Saïgon d'agir au nom du Sud Viêt-Nam ni de signer les Actes du Congrès en son nom. »

(Congrès — Doc 150/Add 3)

XIII

Au nom d'Israël:

« La délégation d'Israël au XVII^e Congrès de l'Union postale universelle rejette toutes déclarations ou réserves faites par certains Pays-membres de l'Union soit au XV^e Congrès, à Vienne 1964, soit au XVI^e Congrès, à Tokyo 1969, soit au XVII^e Congrès, à Lausanne 1974, comme étant incompatibles avec la position de l'Etat d'Israël en tant que membre de l'ONU et de l'UPU. En outre, ces déclarations sont faites dans l'intention de ne pas appliquer les dispositions des Actes de l'Union postale universelle et sont donc contraires à l'esprit et aux buts de la Constitution, de la Convention et des Arrangements de l'UPU. Pour ces raisons, la délégation d'Israël considère ces déclarations et réserves comme illégales et en conséquence comme nulles et non avenues. »

(Congrès — Doc 150/Add 4)

XIV

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man:

« Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, les dépendances des îles Falkland et le territoire britannique de l'Antarctique. Il appelle à ce propos l'attention sur l'article IV du Traité de l'Antarctique, auquel le Royaume-Uni et l'Argentine sont tous deux parties, qui gèle les revendications territoriales dans l'Antarctique.

Par conséquent, le Gouvernement du Royaume-Uni n'accepte pas la déclaration de la République argentine prétendant contester la souveraineté du Royaume-Uni sur les territoires susmentionnés. »

(Congrès — Doc 150/Add 5)

XV

Au nom de la République de Paraguay:

« La délégation du Paraguay considère que la résolution du Congrès qui exclut un Pays-membre des Congrès et réunions de l'UPU est inconstitutionnelle

et, par conséquent, n'a aucune valeur juridique. En même temps, elle porte atteinte à la composition de l'organe suprême de l'Union, lequel selon l'article 14 de la Constitution «se compose des représentants des Pays-membres» sans aucune exception.»

(Congrès — Doc 150/Add 7)

XVI

Au nom de la République socialiste de Roumanie:

«1. La délégation de la République socialiste de Roumanie au XVII^e Congrès de l'Union postale universelle considère comme nuls et nonavenus les pleins pouvoirs des représentants des autorités de Pnom Penh audit Congrès, étant donné que le seul représentant du Cambodge est le Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge.»

2. La délégation de la République socialiste de Roumanie au XVII^e Congrès de l'Union postale universelle considère comme nuls et nonavenus les pleins pouvoirs des représentants de l'Administration de Saïgon audit Congrès, étant donné que cette Administration ne peut représenter unilatéralement le Viêt-Nam du Sud.»

(Congrès — Doc 150/Add 7)

XVII

Au nom de la République de Cuba:

«A l'occasion de la signature des Actes finals du XVII^e Congrès de l'UPU la délégation de Cuba déclare que les représentants du Gouvernement royal d'unité nationale de Kampuchea (GRUNK) sont les seuls légalement habilités à signer les Actes finals au nom du Cambodge.»

(Congrès — Doc 150/Add 7)

XVIII

Au nom de la République khmère:

«La délégation de la République khmère se réfère à sa déclaration lors de la 11^e séance plénière figurant dans le Congrès — PV 11 et déclare nulle et nonavenue toute allégation à l'encontre du Gouvernement de la République khmère.»

(Congrès — Doc 150/Add 8)

XIX

Au nom de la République du Viêt-Nam:

« La délégation de la République du Viêt-Nam au XVII^e Congrès de l'Union universelle rejette toutes déclarations ou réserves faites par certains Pays-membres de l'Union au sujet de sa représentation. Elle les considère comme illégales et, en conséquence, comme nulles et non avenues. »

(Congrès — Doc 150/Add 8)

XX

Au nom de la République populaire de Chine:

« 1. La clique traîtresse de Lon Nol est une poignée d'individus qui forment la lie de la nation cambodgienne et n'a nullement le droit de participer au Congrès de l'UPU. Le gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, placé sous la direction de Samdech Norodom Sihanouk est l'unique représentant légal du peuple cambodgien. La signature apposée par les soi-disant représentants de la clique de Lon Nol aux Actes définitifs de ce Congrès est illégale et nulle et non avenue.

2. L'Accord de Paris sur la question du Viêt-Nam a reconnu de facto qu'il existe deux administrations au Sud Viêt-Nam. Le gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Viêt-Nam est le représentant authentique du peuple sud-vietnamien. Dans la situation actuelle, il n'est pas opportun que seules les autorités de Saïgon se fassent représenter au Congrès de l'UPU. Les représentants des autorités de Saïgon n'ont pas le droit de signer unilatéralement les Actes définitifs de ce Congrès. »

(Congrès — Doc 150/Add 9)

XXI

Au nom des Etats-Unis d'Amérique:

« Le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît que la Zone du canal fait partie du territoire de la République de Panama mais affirme détenir, aux termes du traité de 1903 avec Panama et de la Constitution de l'UPU, tous les pouvoirs juridiques nécessaires pour exploiter le service postal dans la Zone du canal. Les Etats-Unis d'Amérique notent que la question du service postal dans la Zone du canal est une de celles qui entrent dans le cadre des négociations actuellement en cours entre Panama et les Etats-Unis à propos du traité. »

(Congrès — Doc 150/Add 9)

**SECOND ADDITIONAL PROTOCOL
TO THE CONSTITUTION OF THE
UNIVERSAL POSTAL UNION**

CONTENTS

- Art.
I. (art 21 amended) Expenditure of the Union. Contributions of member countries
II. Choice of contribution class
III. Accession to the Additional Protocol and to the other Acts of the Union
IV. Entry into force and duration of the Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union

SECOND ADDITIONAL PROTOCOL TO THE CONSTITUTION OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION¹

The Plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Universal Postal Union, met in Congress at Lausanne, in view of article 30, § 2, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964 have adopted, subject to ratification, the following amendments to that Constitution.

Article I

(Article 21 amended)

Expenditure of the Union. Contributions of member countries

1. Each Congress shall fix the maximum amount which:
 - (a) the expenditure of the Union may reach annually;
 - (b) the expenditure relating to the organization of the next Congress may reach.
2. The maximum amount for expenditure referred to in § 1 may be exceeded if circumstances so require, provided that the relevant provisions of the General Regulations are observed.
3. The expenses of the Union, including where applicable the expenditure envisaged in § 2, shall be jointly borne by the member countries of the Union. For this purpose, each member country shall *choose the contribution class in which it intends to be included. The contribution classes shall be laid down in the General Regulations.*
4. In the case of accession or admission to the Union under article 11, the Government of the Swiss Confederation shall fix, by agreement with the Government of the country concerned, the contribution class into which the latter country is to be placed for the purpose of apportioning the expenses of the Union.

Article II

Choice of contribution class

Article I, § 3, shall be applicable before the entry into force of this Additional Protocol.

¹The Constitution of the Universal Postal Union was concluded by the 1964 Vienna Congress and appears in volume III of the Documents of that Congress. (See Treaty Series No. 70 (1966), Cmd. 3141.)

Article III**Accession to the Additional Protocol and to the other Acts of the Union**

1. Member countries which have not signed the present Protocol may accede to it at any time.
2. Member countries which are party to the Acts renewed by Congress but which have not signed them, shall accede thereto as soon as possible.
3. Instruments of accession relative to the cases set forth in §§ 1 and 2 shall be sent through diplomatic channels to the Government of the country in which the seat of the Union is situated, which shall notify the member countries of these deposits.

Article IV**Entry into force and duration of the Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union**

This Additional Protocol shall come into force on 1 January 1976 and shall remain in force for an indefinite period.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the member countries have drawn up this Additional Protocol, which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the text of the Constitution itself and they have signed it in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Lausanne, 5 July 1974

Signatures

(The same countries as at pages 7 to 27)

(For ratifications etc. see page 121)

DECLARATIONS MADE ON SIGNATURE OF THE ACTS

I

On behalf of the Republic of Panama:

“The Republic of Panama declares that the Canal Zone is an integral part of the territory of the Republic of Panama whose sovereignty has never been accorded to any country. The Canal Zone in consequence, is not and cannot be part of ‘The Whole of the Territories of the United States of America’.

“Consequently, the territory of the Republic of Panama, which includes the Panama Canal Zone, constitutes a single postal unit under the postal administration of the Republic of Panama.

“That is why the Republic of Panama reserves all its postal rights over the Canal Zone.”

(Congress—Doc 150/Rev 2)

II

On behalf of the Argentine Republic:

“In ratifying the Constitution of the Universal Postal Union signed in Vienna on 10 July 1964 and the Acts of the Universal Postal Union signed in Tokyo on 14 November 1969, the Argentinian Government expressly stated that article 23 of the Constitution neither referred to nor included the Islas Malvinas, the South Georgia Islands, the South Sandwich Islands and Argentine Antarctica, since they form part of its territory and come under its sovereignty.

“The Argentine Republic takes this opportunity to state that it will not permit any discussion of the legitimacy of its rights to the above-mentioned territories.

“Consequently, any declaration or reservation which any member country of the Union has made or may make and which is incompatible with the present declaration is null and void.”

(Congress—Doc 150/Rev 2)

III

On behalf of the Democratic and Popular Republic of Algeria, the State of Bahrain, the People's Republic of Bangladesh, the Arab Republic of Egypt, the

Republic of Iraq, the Hashemite Kingdom of Jordan, Kuwait, the Lebanese Republic, the Libyan Arab Republic, Malaysia, the Islamic Republic of Mauritania, the Kingdom of Morocco, the Sultanate of Oman, Pakistan, The State of Qatar, the Kingdom of Saudi Arabia, the Democratic Republic of Somalia, the Democratic Republic of the Sudan, the Syrian Arab Republic, Tunisia, the United Arab Emirates, the Yemen Arab Republic, the People's Democratic Republic of Yemen:

“The above-mentioned delegations confirm their declaration No. IX made at the 1964 Vienna Congress and their declaration No. III made at the 1969 Tokyo Congress and reaffirm that their signature to all the Acts of the Universal Postal Union (1974 Lausanne Congress) as well as any subsequent ratification of those Acts by their respective Governments are not valid vis-à-vis the member inscribed under the name of Israel and in no way imply its recognition.”

(Congress—Doc 150/Add 1/Rev)

IV

On behalf of the Federal Republic of Germany:

“With reference to the adoption without a vote by the 17th Congress of resolution 0033 concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the 17th Congress of the Universal Postal Union and from all other Congresses and meetings of the UPU, the delegation of the Federal Republic of Germany wishes to state that it has strong reservations concerning the constitutionality and legal validity of the procedure. If there had been a vote, the delegation of the Federal Republic of Germany would have voted against the exclusion of the Republic of South Africa from the 17th Congress of the UPU. A negative vote would have in no way prejudiced the well-known views of its Government, namely its strong opposition to the Republic of South Africa's policy of apartheid.”

(Congress—Doc 150/Add 2)

V

On behalf of the United States of America:

“With reference to the adoption without a vote by the 6th Plenary session of resolution 0033 concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the 17th Congress and from all other Congresses and meetings of the Universal Postal Union, the delegation of the United States of America wishes to state that it has reservations concerning the constitutionality and legal validity of the procedure followed on this and other decisions similarly taken by the 17th Congress.

“If a vote had been called on this resolution, the delegation of the United States of America would have voted ‘against’, the casting of a negative vote

being without prejudice to the support of the Government of the United States of America for the principle of universality in international organizations and to its strong opposition to the policy of apartheid practised by the Government of the Republic of South Africa.”

(Congress—Doc 150/Add 2)

VI

On behalf of Belgium:

“With reference to the adoption without a vote by the 6th plenary meeting of the 17th Congress of resolution 0033 concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the 17th Congress of the UPU and from all other Congresses and meetings of the UPU, the delegation of Belgium wishes to express reservations concerning the legality and the constitutionality of the procedure adopted.

“If a vote had taken place, the delegation of Belgium would have cast a negative vote but that attitude would not have implied any weakening of the strong opposition shown by its Government towards the South African policy of apartheid.”

(Congress—Doc 150/Add 2)

VII

On behalf of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man:

“With reference to the adoption without a vote by the 6th plenary meeting of resolution 0033 concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the 17th Congress and from all other Congresses and meetings of the UPU, the delegation of Great Britain wishes to state that it has reservations concerning the constitutionality and legal validity of the procedure followed.

“If a vote had been called on this resolution, the delegation of Great Britain would have voted against, the casting of a negative vote being without prejudice to the support of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland for the principle of universality in international organizations and to its strong opposition to the policy of apartheid practised by the Government of the Republic of South Africa.”

(Congress—Doc 150/Add 2)

VIII

On behalf of the Irish Republic

“The delegation of the Irish Republic wishes to refer to the adoption without a vote at the 6th plenary meeting, of resolution No. 0033 relating to,

inter alia, the exclusion of the Republic of South Africa from this Congress and from other Congresses and meetings of the Universal Postal Union and to put on record that it had reservations concerning the constitutionality and legal validity of the decision.

“If a vote had been taken on resolution No. 0033, the delegation of the Irish Republic would have been obliged to vote against it. That vote would have been without prejudice to the strong and well-known opposition of the Government of the Irish Republic to the policy of apartheid practised by the Government of South Africa.”

(Congress—Doc 150/Add 2)

IX

On behalf of Italy:

“With reference to the adoption without a vote at the 6th plenary meeting of the 17th Congress of the Universal Postal Union of resolution 0033, the delegation of Italy wishes to state that if a vote had taken place it would not have failed to express its own reservations, based solely on reasons of a legal nature.”

(Congress—Doc 150/Add 2)

X

On behalf of Luxembourg:

“With reference to the adoption without a vote at the 6th plenary meeting of the 17th Congress of resolution 0033 concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the 17th Congress and from all other Congresses or meetings of the Universal Postal Union, the Luxembourg delegation wishes to express reservations concerning the legality and the constitutionality of the procedure adopted.

“The Luxembourg delegation wishes to point out that the Luxembourg Government has always vigorously opposed the policy of apartheid practised by the Government of South Africa.

“The Luxembourg Government feels, however, that all means of communicating with the Government of South Africa should be respected so as to make it possible to persuade that Government to abolish its policy of apartheid. The Luxembourg Government is also of the opinion that political questions should not be discussed in technical organizations such as the Universal Postal Union and that considerations of a political nature cannot constitute valid grounds for denying a member the right of participating fully in the work of such an organization.

“If a vote had taken place, the Luxembourg delegation would have cast a negative vote but that attitude would not have implied any weakening of the strong opposition shown by its Government towards the policy of apartheid practised by the Government of South Africa.”

(Congress—Doc 150/Add 2)

XI

On behalf of the Netherlands:

“With reference to the adoption without a vote at the 6th plenary meeting of the 17th Congress of resolution 0033 concerning the exclusion of the Republic of South Africa from the 17th Congress and from all other Congresses and meetings of the UPU, the delegation of the Netherlands wishes to state that its Government has always vigorously rejected the South African Government’s policy of apartheid and that there is no doubt that it will continue to reject that policy strongly.

“Nevertheless, the Government of the Netherlands is of the opinion that every possible effort has to be made to convince the Government of the Republic of South Africa that it is necessary to put an end to the policy of apartheid. That is why the Government of the Netherlands feels it necessary to keep open every possibility of communication, including that offered by the various meetings of the UPU. Moreover, the Government of the Netherlands considers that, in spite of the objections that could be made about the policy of a member country, these objections cannot constitute grounds for refusing that member the exercise of its full rights as a member of a technical organization like the Universal Postal Union.

“The delegation of the Netherlands considers that the decision to exclude the delegation of the Republic of South Africa from meetings of the UPU is contrary to the objectives of that organization and constitutes a dangerous precedent within the system of the UN.

“If a vote had taken place on resolution 0033, the Netherlands delegation would have voted against it.”

(Congress—Doc 150/Add 2)

XII

On behalf of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia:

“The Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia recognizes only the Royal Government of National Unity of Cambodia and, accordingly, the Yugoslav delegation does not recognize the right of the delegation of Pnom-Penh to represent Cambodia nor to sign the Acts of Congress in its name.

“Since there are two zones and two administrations in South Vietnam: the Provisional Revolutionary Government of South Vietnam and the Saigon administration, the Yugoslav delegation does not recognize the right of the Saigon representation to act in the name of South Vietnam or to sign the Acts of Congress in its name.”

(Congress—Doc 150/Add 3)

XIII

On behalf of Israel:

“The delegation of Israel to the 17th Congress of the Universal Postal Union rejects all declarations or reservations made by certain member countries of the Union whether at the 15th Congress, Vienna 1964, or at the 16th Congress, Tokyo 1969, or at the 17th Congress, Lausanne 1974, as being incompatible with the position of the State of Israel as a member of the UN and of the UPU. Moreover, these declarations are made with the intention of not applying the provisions of the Acts of the Universal Postal Union and are in this sense contrary to the object and purpose of the Constitution, Convention and Agreements of the UPU. For these reasons the delegation of Israel considers these declarations and reservations illegal and therefore null and void.”

(Congress—Doc 150/Add 4)

XIV

On behalf of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Channel Islands and Isle of Man:

“The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have no doubt as to United Kingdom sovereignty over the Falkland Islands, the Falkland Island Dependencies, and the British Antarctic Territory. In this context attention is drawn to article IV of the Antarctic Treaty, to which both the United Kingdom and Argentina are parties, which freezes territorial claims in Antarctica.

“The United Kingdom Government therefore do not accept the declaration of the Argentine Republic claiming to contest United Kingdom sovereignty over the above-mentioned territories.”

(Congress—Doc 150/Add 5)

XV

On behalf of the Republic of Paraguay:

“The delegation of Paraguay considers that the resolution of Congress that excludes a member country from the Congresses and meetings of the UPU is

unconstitutional and, as a consequence, has no legal force. At the same time, it affects the composition of the supreme body of the Union, which according to article 14 of the Constitution 'consists of the representatives of member countries' with no exception."

(Congress—Doc 150/Add 7)

XVI

On behalf of the Romanian Socialist Republic:

"1. The delegation of the Romanian Socialist Republic to the 17th Congress of the Universal Postal Union considers null and void the credentials of the representatives of the Pnom Penh authorities at the said Congress, since the sole representative of Cambodia is the Royal Government of National Unity of Cambodia.

"2. The delegation of the Romanian Socialist Republic to the 17th Congress of the Universal Postal Union considers null and void the credentials of the representatives of the Saigon administration at the said Congress, since that administration cannot represent South Vietnam unilaterally."

(Congress—Doc 150/Add 7)

XVII

On behalf of the Republic of Cuba:

"On the signature of the final Acts of the 17th UPU Congress, the delegation of Cuba declares that the representatives of the Royal Government of National Unity of Kampuchea (GRUNK) are alone legally empowered to sign the final Acts on behalf of Cambodia."

(Congress—Doc 150/Add 7)

XVIII

On behalf of the Khmer Republic:

"The delegation of the Khmer Republic refers to its declaration in the 11th plenary meeting, contained in Congress—PV 11, and declares that all allegations with regard to the Khmer Republic are null and void."

(Congress—Doc 150/Add 8)

XIX

On behalf of the Republic of Vietnam:

"The delegation of the Republic of Vietnam at the 17th Congress of the Universal Postal Union rejects all declarations or reservations made by certain

member countries of the Union on the subject of its representation. It considers these to be illegal and consequently null and void.”

(Congress—Doc 150/Add 8)

XX

On behalf of the People's Republic of China:

“1. The traitorous Lon Nol clique is a handful of individuals forming the dregs of the Cambodian nation and has no right whatsoever to take part in the UPU Congress. The royal government of national unity of Cambodia, under the leadership of Samdech Norodom Sihanouk, is the sole legal representative of the Cambodian people. The signature made by the self-styled representatives of the Lon Nol clique to the final Acts of this Congress is illegal and null and void.

“2. The Paris Agreement on the Vietnam question recognized de facto that two administrations exist in South Vietnam. The provisional revolutionary government of the Republic of South Vietnam is the authentic representative of the South Vietnamese people. Under the present circumstances it is inappropriate that the Saigon authorities alone should be represented at the UPU Congress. The representatives of the Saigon authorities have no right unilaterally to sign the final Acts of this Congress.”

(Congress—Doc 150/Add 9)

XXI

On behalf of the United States of America:

“While the United States recognizes that the Canal Zone constitutes territory of the Republic of Panama, the United States maintains that under the 1903 Treaty with Panama and under the UPU Constitution it has all necessary legal authority to operate the postal service in the Canal Zone. The United States notes that the matter of the postal service in the Canal Zone is one of those issues included within the scope of the current treaty negotiations between Panama and the United States.”

(Congress—Doc 150/Add 9)

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE L'UNION

Art.

101. Organisation et réunion des Congrès, Congrès extraordinaires, Conférences administratives et Commissions spéciales
102. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif
103. Documentation sur les activités du Conseil exécutif
104. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales
105. Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales
106. Règlement intérieur des Congrès, des Conférences administratives et des Commissions spéciales
107. Langues utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service

CHAPITRE II

BUREAU INTERNATIONAL

108. Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international
109. Secrétariat des organes de l'Union
110. Liste des Pays-membres
111. Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
112. Coopération technique
113. Formules fournies par le Bureau international
114. Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
115. Revue de l'Union
116. Rapport annuel sur les activités de l'Union

CHAPITRE III

PROCÉDURE D'INTRODUCTION ET D'EXAMEN DES PROPOSITIONS

117. Procédure de présentation des propositions au Congrès
118. Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
119. Examen des propositions entre deux Congrès
120. Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
121. Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès

CHAPITRE IV

FINANCES

- 122. Fixation et règlement des dépenses de l'Union
- 123. Classes de contribution
- 124. Paiement des fournitures du Bureau international

CHAPITRE V

ARBITRAGES

- 125. Procédure d'arbitrage

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

- 126. Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général
- 127. Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies
- 128. Mise à exécution et durée du Règlement général

**PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT
GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**

- Art.
- I. Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales
 - II. Dépenses de l'Union
 - III. Classes de contribution

Annexe

Règlement intérieur des Congrès

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

CHAPITRE I

FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE L'UNION

Article 101

Organisation et réunion des Congrès, Congrès extraordinaires, Conférences administratives et Commissions spéciales

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent.
2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.
3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix.
4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant doit avoir lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable ou inopérante, il appartient au Conseil exécutif de désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays.
5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international. Le Gouvernement invitant est également chargé de la notification à tous les Gouvernements des Pays-membres des décisions prises par le Congrès.
6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil exécutif et après

entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays-siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.

7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

8. Les paragraphes 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires.

9. Le lieu de réunion d'une Conférence administrative est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Administrations postales ayant pris l'initiative de la Conférence. Les convocations sont adressées par l'Administration postale du pays-siège de la Conférence.

10. Les Commissions spéciales sont convoquées par le Bureau international après entente, le cas échéant, avec l'Administration postale du Pays-membre où ces Commissions spéciales doivent se réunir.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

1. Le Conseil exécutif se compose d'un Président et de trente-neuf membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. La présidence est dévolue de droit au pays-hôte du Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, la zone géographique à laquelle il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions du paragraphe 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil exécutif élit à la présidence un des membres appartenant à la zone géographique dont fait partie le pays-hôte.

3. Les trente-neuf membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.

4. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale.

5. Les fonctions de membre du Conseil exécutif sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.

6. Le Conseil exécutif coordonne et supervise toutes les activités de l'Union avec les attributions suivantes:

- (a) maintenir les contacts les plus étroits avec les Administrations postales des Pays-membres en vue de perfectionner le service postal international;
- (b) favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;
- (c) étudier les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant le service postal international et communiquer le résultat de ces études aux Administrations postales;
- (d) désigner le pays-siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101, paragraphe 4;
- (e) soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil consultatif des études postales, conformément à l'article 104, paragraphe 9, lettre (f);
- (f) examiner le rapport annuel établi par le Conseil consultatif des études postales et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
- (g) prendre les contacts utiles avec l'Organisation des Nations Unies, les conseils et les commissions de cette organisation ainsi qu'avec les institutions spécialisées et autres organismes internationaux pour les études et la préparation des rapports à soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres; envoyer, le cas échéant, des représentants de l'Union pour participer en son nom aux séances de ces organismes internationaux; désigner, en temps utile, les organisations internationales intergouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;
- (h) formuler, s'il y a lieu, des propositions qui seront soumises à l'approbation soit des Administrations postales des Pays-membres selon les articles 31, paragraphe 1, de la Constitution, et 119 du présent Règlement, soit du Congrès lorsque ces propositions concernent des études confiées par le Congrès au Conseil exécutif ou qu'elles résultent des activités du Conseil exécutif lui-même définies par le présent article;
- (i) examiner, à la demande de l'Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration transmet au Bureau international selon l'article 118, en préparer les commentaires et charger le Bureau d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres;
- (j) conformément aux dispositions en vigueur:
- 1° assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;
 - 2° examiner et approuver le budget annuel de l'Union;
 - 3° approuver, sur proposition du Directeur général du Bureau international, les nominations des fonctionnaires des grades D2, D1 et P5, après examen des titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues ainsi que de toutes autres considérations y relatives, tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau;
 - 4° approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à son sujet;
 - 5° autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article 122, paragraphes 3 et 4.

7. Pour approuver les nominations des fonctionnaires des grades D2, D1 et P5, le Conseil exécutif tient compte de ce qu'en principe les personnes qui occupent ces postes doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union.

8. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès le Conseil exécutif élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.

9. Sur convocation de son Président, le Conseil exécutif se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.

10. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classes, soit du coût du voyage par tout autre moyen à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

11. Le Président du Conseil consultatif des études postales représente celui-ci aux séances du Conseil exécutif à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.

12. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président et les Vice-Présidents du Conseil consultatif des études postales peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil exécutif en qualité d'observateurs.

13. L'Administration postale du pays où le Conseil exécutif se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil exécutif.

14. Le Conseil exécutif peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.

Article 103

Documentation sur les activités du Conseil exécutif

1. Le Conseil exécutif adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:

- (a) un compte rendu analytique;
- (b) les «Documents du Conseil exécutif» contenant les rapports, les délibérations, le compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions.

2. Le Conseil exécutif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

1. Le Conseil consultatif des études postales se compose de trente-cinq membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil consultatif sont élus par le Congrès, en principe sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible.

3. Le représentant de chacun des membres du Conseil consultatif est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale.

4. Les frais de fonctionnement du Conseil consultatif sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Administrations participant au Conseil consultatif sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays relativement les moins développés économiquement, signalés par l'Organisation des Nations Unies, a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil consultatif choisit, parmi ses membres, un Président et des Vice-Présidents.

6. Le Conseil consultatif arrête son Règlement intérieur.

7. En principe, le Conseil consultatif se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil exécutif et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Président et les Vice-Présidents du Conseil consultatif forment le Comité directeur. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil consultatif et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier.

9. Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes:

- (a) organiser l'étude des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de

l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union et élaborer des informations et des avis à leur sujet;

- (b) procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en voie de développement;
- (c) prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
- (d) étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en voie de développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;
- (e) prendre, après entente avec le Conseil exécutif, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en voie de développement;
- (f) examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil consultatif, par le Conseil exécutif ou par toute autre Administration d'un Pays-membre.

10. Les membres du Conseil consultatif participent effectivement à ses activités. Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises.

11. Le Conseil consultatif formule, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès découlant directement de ses activités définies par le présent article. Ces propositions sont soumises par le Conseil consultatif lui-même, après entente avec le Conseil exécutif lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci.

12. Le Conseil consultatif établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu des demandes des Pays-membres de l'Union ainsi que du Conseil exécutif.

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président et les Vice-Présidents du Conseil exécutif peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil consultatif des études postales en qualité d'observateurs.

14. Le Conseil consultatif peut inviter à ses réunions sans droit de vote:
- (a) tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;
 - (b) des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif.

Article 105

Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales

1. Le Conseil consultatif des études postales adresse aux Administrations postales des Pays-membres et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:

- (a) un compte rendu analytique;
- (b) les «documents du Conseil consultatif des études postales» contenant les rapports, les délibérations et le compte rendu analytique.

2. Le Conseil consultatif établit, à l'intention du Conseil exécutif, un rapport annuel sur ses activités.

3. Le Conseil consultatif établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales des Pays-membres au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 106

Règlement intérieur des Congrès, des Conférences administratives et des Commissions spéciales

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès qui est annexé au présent Règlement général.

2. Chaque Congrès peut modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur lui-même.

3. Chaque Conférence administrative et chaque Commission spéciale arrête son Règlement intérieur. Jusqu'à l'adoption de ce Règlement, les dispositions du Règlement intérieur des Congrès annexé au présent Règlement général sont applicables en tant qu'elles ont trait aux délibérations.

Article 107

Langues utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour les documents de l'Union les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. D'autres langues sont également utilisées à condition qu'il n'en résulte pas une augmentation des frais à supporter par l'Union selon le paragraphe 6.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique. Les Pays-membres qui ne font pas une demande expresse sont censés avoir demandé la langue officielle.

3. Les documents sont publiés par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. Les documents publiés directement par le Bureau international sont distribués simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les Administrations postales et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.

6. Les frais de traduction vers une langue autre que la langue officielle, y compris ceux résultant de l'application du paragraphe 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Sont supportés par l'Union les frais de traduction vers la langue officielle des documents et des correspondances reçues en langues anglaise, arabe et espagnole, ainsi que tous les autres frais afférents à la fourniture des documents.

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation — avec ou sans équipement électronique — dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées au paragraphe 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

13. Les Administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

CHAPITRE II

BUREAU INTERNATIONAL

Article 108

Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de cinq ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonction est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit le Congrès.

2. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général. Les candidatures doivent être présentées par les Gouvernements des Pays-membres, par l'intermédiaire du Gouvernement de la Confédération suisse. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent.

3. En case de vacance du poste du Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci.

4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil exécutif élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, le paragraphe 2 s'applique par analogie.

5. Les fonctions et les pouvoirs du Directeur général sont ceux qui lui sont expressément réservés par les Actes, ceux qui découlent des tâches attribuées par ces Actes au Bureau international, ainsi que ceux qui lui sont confiés par les décisions des organes compétents de l'Union. Il peut déléguer ses compétences.

6. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international dont il est le représentant légal.

7. Le Directeur général prépare le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumet en temps opportun et simultanément à l'examen du Conseil exécutif et de l'Autorité de surveillance. Il communique le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil exécutif.

8. Le Directeur général sert d'intermédiaire dans les relations entre:

- l'UPU et les Unions restreintes;
- l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
- l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union.

9. Le Directeur général assume la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union. A ce titre, et compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, il veille notamment :

- à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union ;
- à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux ;
- au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union.

10. Le Directeur général assiste aux séances des organes de l'Union et prend part aux délibérations sans droit de vote. Il peut se faire représenter.

11. Le Directeur général est responsable de sa gestion devant le Conseil exécutif. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et il est responsable devant lui ; en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général, il exerce les pouvoirs de celui-ci.

Article 109

Secrétariat des organes de l'Union

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux Administrations postales des membres de l'organe, aux Administrations postales des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

Article 110

Liste des Pays-membres

Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union.

Article 111

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et des Administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal

international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres Administrations sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il saisit, à toutes fins utiles, le Président du Conseil consultatif des études postales des questions qui sont de la compétence de cet organe.

5. Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, entre les Administrations postales qui réclament cette intervention.

Article 112

Coopération technique

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

Article 113

Formules fournies par le Bureau international

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les cartes d'identité postales, les coupons-réponse internationaux, les bons postaux de voyage et les couvertures de carnets de bons et d'en approvisionner, au prix de revient, les Administrations postales qui en font la demande.

Article 114

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union, et informe

les Administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil exécutif toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

Article 115

Revue de l'Union

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Article 116

Rapport annuel sur les activités de l'Union

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport annuel qui est communiqué, après approbation par le Conseil exécutif, aux Administrations postales, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

CHAPITRE III

PROCÉDURE D'INTRODUCTION ET D'EXAMEN DES PROPOSITIONS

Article 117

Procédure de présentation des propositions au Congrès

1. Sous réserve des exceptions prévues au paragraphe 3, la procédure suivante règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les Administrations postales des Pays-membres:

- (a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;
- (b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;
- (c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux Administrations;
- (d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international pendant la période de quatre mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit Administrations;
- (e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.

2. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention « Proposition d'ordre rédactionnel » par les Administrations qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.

3. La procédure prescrite aux paragraphes 1 et 2 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

Article 118

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.

2. Ces propositions sont adressées aux autres Administrations postales par l'intermédiaire du Bureau international.

Article 119

Examen des propositions entre deux Congrès

1. Toute proposition est soumise à la procédure suivante: un délai de deux mois est laissé aux Administrations postales des Pays-membres pour examiner la proposition notifiée par circulaire du Bureau international et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations audit Bureau. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations postales avec invitation de se prononcer pour ou contre la proposition. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

2. Si la proposition concerne un Arrangement, son Règlement ou leurs Protocoles finals, seules les Administrations postales des Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1.

Article 120

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une déclaration diplomatique

que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre, à la demande du Bureau international, aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont constatées et notifiées aux Administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 77, paragraphe 2, lettre (c), chiffre 2°, de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

Article 121

Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès

Toute décision adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

CHAPITRE IV

FINANCES

Article 122

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 5, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 1976 et suivantes:

11 720 900 francs suisses pour l'année 1976;
13 574 800 francs suisses pour l'année 1977;
14 058 900 francs suisses pour l'année 1978;
14 467 500 francs suisses pour l'année 1979;
14 883 900 francs suisses pour l'année 1980.

Pour les années postérieures à 1980, en cas de report du Congrès prévu pour 1979, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 5 pour cent chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée et frais de production des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 2 135 200 francs suisses.

3. Le Conseil exécutif est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités

de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.

4. Le Conseil exécutif est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 pour tenir compte de la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste et de l'installation d'une cafétéria au Bureau international. Les montants totaux des dépassements autorisés à cet effet ne doivent pas excéder:

- 870 000 francs suisses pour la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste;
- 100 000 francs suisses pour l'installation d'une cafétéria au Bureau international.

5. Si les crédits prévus par les paragraphes 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

6. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.

7. Le Gouvernement de la Confédération suisse fait les avances nécessaires et surveille la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans la limite du crédit fixé par le Congrès.

8. Les sommes avancées par le Gouvernement de la Confédération suisse, suivant le paragraphe 7, doivent être remboursées par les Administrations postales débitrices dans le plus bref délai possible et au plus tard avant le 31 décembre de l'année d'envoi du compte. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit dudit Gouvernement, à raison de 5 pour cent par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Article 123

Classes de contribution

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;	classe de 10 unités;
classe de 25 unités;	classe de 5 unités;
classe de 20 unités;	classe de 3 unités;
classe de 15 unités;	classe de 1 unité.

2. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21, paragraphe 4, de la Constitution.

3. Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès.

4. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois. Les Pays-membres qui ne font pas connaître leur désir de changer de classe de contribution avant l'ouverture du Congrès sont maintenus dans la classe à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

5. Par dérogation aux paragraphes 3 et 4, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

Article 124

Paiement des fournitures du Bureau international

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux Administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit du Gouvernement de la Confédération suisse qui en a fait l'avance, à raison de 5 pour cent par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

CHAPITRE V

ARBITRAGES

Article 125

Procédure d'arbitrage

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des Administrations postales en cause choisit une Administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. Lorsque plusieurs Administrations font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule.

2. Au cas où l'une des Administrations en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'Administration défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.

3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique qui peut être le Bureau international.

4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les Administrations non proposées par les arbitres.

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Administrations qui participent à cet Arrangement.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 126

Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès. Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote.

Article 127

Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies

Les conditions d'approbation visées à l'article 126 s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent.

Article 128

Mise à exécution et durée du Règlement général

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1976 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux

Archives du Gouvernement du pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays-siège du Congrès.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

Signatures

(Les mêmes pays qu'aux pages 7 à 27)

PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Au moment de procéder à la signature du Règlement général de l'Union postale universelle conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article I

Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales

Les dispositions du Règlement général relatives à l'organisation et au fonctionnement du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales sont applicables avant la mise à exécution de ce Règlement.

Article II

Dépenses de l'Union

1. Par dérogation à l'article 128, un montant de 100 000 francs suisses est ajouté à la limite des dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union pour l'année 1975 en raison des dépenses inhérentes à l'entrée en vigueur, à partir du 1^{er} janvier 1975, du nouveau système de comptabilité des coupons-réponse internationaux.

2. Par dérogation à l'article 122, paragraphe 1, le Conseil exécutif, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement ne puisse excéder 65 000 francs suisses par année.

Article III

Classes de contribution

L'article 123, paragraphe 1, est applicable avant la mise à exécution du présent Règlement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même du Règlement général, et ils l'ont signé en une exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays-siège

de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays-siège du Congrès.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

Signatures

(Les mêmes pays qu'aux pages 7 à 27)

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE — ANNEXE

Règlement intérieur des Congrès

SOMMAIRE

Art.

1. Dispositions générales
2. Délégations
3. Pouvoirs des délégués
4. Ordre des places
5. Observateurs
6. Doyen du Congrès
7. Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions
8. Bureau du Congrès
9. Commissions
10. Groupes de travail
11. Membres des Commissions
12. Secrétariat du Congrès et des Commissions
13. Langues de délibération
14. Langues de rédaction des documents du Congrès
15. Propositions
16. Examen des propositions en Congrès et Commissions
17. Délibérations
18. Motions d'ordre
19. Quorum. Généralités concernant les votations
20. Procédure de vote
21. Conditions d'approbation des propositions
22. Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales
23. Procès-verbaux
24. Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)
25. Réserves aux Actes
26. Signature des Actes
27. Modifications au Règlement

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONGRÈS

Article premier

Dispositions générales

Le présent Règlement intérieur, ci-après dénommé le «Règlement», est établi en application des Actes de l'Union et leur est subordonné. En cas de

divergence entre l'une de ses dispositions et une disposition des Actes, cette dernière fait autorité.

Article 2

Délégations

1. Le terme «délégation» s'entend de la personne ou de l'ensemble des personnes désignées par un Pays-membre pour participer au Congrès. La délégation se compose d'un Chef de délégation ainsi que, le cas échéant, d'un suppléant du Chef de délégation, d'un ou de plusieurs délégués et, éventuellement, d'un ou de plusieurs fonctionnaires attachés (y compris experts, secrétaires, etc.).

2. Les Chefs de délégation, leurs suppléants, ainsi que les délégués sont les représentants des Pays-membres au sens de l'article 14, paragraphe 2, de la Constitution s'ils sont munis de pouvoirs répondant aux conditions fixées à l'article 3 du présent Règlement.

3. Les fonctionnaires attachés sont admis aux séances; ils n'ont pas, en principe, le droit de vote. Toutefois, ils peuvent être autorisés par leur Chef de délégation à voter au nom de leur pays dans les séances des Commissions. De telles autorisations doivent être remises par écrit avant le début de la séance au Président de la Commission intéressée.

Article 3

Pouvoirs des délégués

1. Les pouvoirs des délégués doivent être signés par le Chef de l'Etat ou par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères du pays intéressé. Ils doivent être libellés en bonne et due forme. Les pouvoirs des délégués habilités à signer les Actes (plénipotentiaires) doivent indiquer la portée de cette signature (signature sous réserve de ratification ou d'approbation, signature «ad referendum», signature définitive). En l'absence d'une telle précision, la signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation. Les pouvoirs autorisant à signer les Actes comprennent implicitement le droit de voter; ceux qui ne comportent pas une telle clause donnent simplement le droit de prendre part aux délibérations et de voter.

2. Les pouvoirs doivent être déposés dès l'ouverture du Congrès auprès de l'autorité désignée à cette fin.

3. Les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs peuvent, s'ils ont été annoncés par leur Gouvernement au Gouvernement du pays invitant, prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès. Il en est de même pour ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités.

Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée.

4. Les pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter au Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre (procuration) doivent revêtir la même forme que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 1.

5. Les pouvoirs et les procurations adressés par télégramme ne sont pas admis. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information relative à une question de pouvoirs.

6. Une délégation qui, après avoir déposé ses pouvoirs, est empêchée d'assister à une ou plusieurs séances, a la faculté de se faire représenter par la délégation d'un autre pays à la condition d'en donner avis par écrit au Président de la réunion intéressée. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul pays autre que le sien.

7. Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties à un Arrangement peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations du Congrès concernant cet Arrangement.

Article 4

Ordre des places

1. Aux séances du Congrès et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des Pays-membres représentés.

2. Le Président du Conseil exécutif tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place en tête devant la tribune présidentielle, lors des séances du Congrès et des Commissions.

Article 5

Observateurs

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies peuvent participer aux délibérations du Congrès.

2. Les observateurs des organisations internationales intergouvernementales désignés par le Conseil exécutif sont admis aux séances du Congrès lorsque sont discutées des questions intéressant ces organisations.

3. Sont également admis comme observateurs les représentants qualifiés des Unions restreintes établies conformément à l'article 8, paragraphe 1, de la Constitution lorsqu'elles en expriment le désir.

4. Les observateurs dont il est question aux paragraphes 1 à 3 prennent part aux délibérations sans droit de vote.

5. Les demandes de participer au Congrès émanant d'organisations non gouvernementales font l'objet pour chaque cas d'une décision expresse du Congrès.

Article 6

Doyen de Congrès

1. L'Administration postale du pays-siège du Congrès suggère la désignation du Doyen du Congrès d'entente avec le Bureau international. Le Conseil exécutif procède, en temps opportun, à l'adoption de cette désignation.

2. A l'ouverture de la première séance plénière de chaque Congrès, le Doyen assume la présidence du Congrès jusqu'à ce que celui-ci ait élu son Président. Au surplus, il exerce les fonctions qui lui sont attribuées par le présent Règlement.

Article 7

Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès, sur proposition du Doyen, désigne le Pays-membre et les quatre Pays-membres qui assumeront respectivement la présidence et les vice-présidences du Congrès. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique des Pays-membres.

2. Sur proposition du Doyen, le Congrès désigne également les Pays-membres qui assumeront les présidences et les vice-présidences des Commissions.

3. Les Présidents ouvrent et clôturent les séances qu'ils président, dirigent les discussions, donnent la parole aux orateurs, mettent aux voix les propositions et indiquent la majorité requise pour les votes, proclament les décisions et, sous réserve de l'approbation du Congrès, donnent éventuellement une interprétation de ces décisions.

4. Les Présidents veillent au respect du présent Règlement et au maintien de l'ordre au cours des séances.

5. Toute délégation peut en appeler, devant le Congrès ou la Commission, d'une décision prise par le Président de ceux-ci sur la base d'une disposition du Règlement ou d'une interprétation de celui-ci; la décision du Président reste toutefois valable si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votant.

6. Si le Pays-membre chargé de la présidence n'est plus en mesure d'assurer cette fonction, l'un des Vice-Présidents est désigné par le Congrès ou par la Commission pour le remplacer.

Article 8

Bureau du Congrès

1. Le Bureau est l'organe central chargé de diriger les travaux du Congrès. Il est composé du Président et des Vice-Présidents du Congrès ainsi que des Présidents des Commissions. Il se réunit périodiquement pour examiner le déroulement des travaux du Congrès et de ses Commissions et pour formuler des recommandations tendant à favoriser ce déroulement. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour de chaque séance plénière et à coordonner les travaux des Commissions. Il fait des recommandations relatives à la clôture du Congrès.

2. Le Secrétaire général du Congrès et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 12, paragraphe 1, assistent aux réunions du Bureau.

Article 9

Commissions

Le Congrès détermine le nombre des Commissions nécessaires pour mener à bien ses travaux et il en fixe les attributions.

Article 10

Groupes de travail

Chaque Commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de questions spéciales.

Article 11

Membres des Commissions

1. Les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et au Règlement d'exécution de celle-ci.

2. Les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont de droit membres de la ou des Commissions chargées de la révision de ces Arrangements. Le droit de vote des

membres de cette ou de ces Commissions est limité à l'Arrangement ou aux Arrangements auxquels ils sont parties.

3. Les délégations qui ne sont pas membres des Commissions traitant des Arrangement et de leur Règlement d'exécution ont la faculté d'assister aux séances de celles-ci et de prendre part aux délibérations sans droit de vote.

Article 12

Secrétariat du Congrès et des Commissions

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Congrès.

2. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint assistent aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès où ils prennent part aux délibérations sans droit de vote. Ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, assister aux séances des Commissions ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du Bureau international.

3. Les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions sont assurés par le personnel du Bureau international en collaboration avec l'Administration du pays invitant.

4. Les fonctionnaires supérieurs du Bureau international assument les fonctions de Secrétaires du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions. Ils assistent le Président pendant les séances et sont responsables de la rédaction des procès-verbaux ou des rapports.

5. Les Secrétaires du Congrès et des Commissions sont assistés par des Secrétaires adjoints.

6. Des rapporteurs possédant la langue française sont chargés de la rédaction des procès-verbaux du Congrès et des Commissions.

Article 13

Langues de délibération

1. Sous réserve du paragraphe 2, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises pour les délibérations moyennant un système d'interprétation simultanée ou consécutive.

2. Les délibérations de la Commission de rédaction ont lieu en langue française.

3. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations indiquées au paragraphe 1. La langue du pays-hôte jouit d'un droit de priorité à cet

égard. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 1, soit par le système d'interprétation simultanée, lorsque des modifications d'ordre technique peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

4. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont à la charge de l'Union.

5. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

Article 14

Langues de rédaction des documents du Congrès

1. Les documents élaborés pendant le Congrès y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès.

2. A cet effet, les documents provenant des délégations des Pays-membres doivent être présentés dans cette langue, soit directement, soit par l'intermédiaire des services de traduction adjoints au Secrétariat du Congrès.

3. Ces services, organisés à leurs frais par les groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général, peuvent aussi traduire des documents du Congrès dans leurs langues respectives.

Article 15

Propositions

1. Toutes les questions portées devant le Congrès font l'objet de propositions.

2. Toutes les propositions publiées par le Bureau international avant l'ouverture du Congrès sont considérées comme soumises au Congrès.

3. Dès l'ouverture du Congrès, aucune proposition ne sera prise en considération, sauf celles qui tendent à l'amendement de propositions antérieures.

4. Est considérée comme amendement toute proposition de modification comportant une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition. Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si le Congrès ou la Commission est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition originale.

5. Les amendements présentés en Congrès au sujet de propositions déjà faites doivent être remis par écrit en langue française au Secrétariat avant midi

l'avant-veille du jour de leur mise en délibération de façon à pouvoir être distribués le même jour aux délégués. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en Congrès ou en Commission. Dans ce dernier cas, si cela est demandé, l'auteur de l'amendement doit présenter son texte par écrit en langue française ou, en cas de difficulté, en toute autre langue de débat. Le Président intéressé en donnera ou en fera donner lecture.

6. La procédure prévue au paragraphe 5 s'applique également à la présentation des propositions ne visant pas à modifier le texte des Actes (projets de résolutions, de recommandations, de vœux, etc.).

7. Toute proposition ou amendement doit revêtir la forme définitive du texte à introduire dans les Actes de l'Union, sous réserve bien entendu de mise au point par la Commission de rédaction.

Article 16

Examen des propositions en Congrès et Commissions

1. Les propositions d'ordre rédactionnel (dont le numéro est suivi de la lettre R) sont attribuées à la Commission de rédaction soit directement si, de la part du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature (une liste en est établie par le Bureau international à l'intention de la Commission de rédaction), soit si, de l'avis du Bureau international, il y a doute sur leur nature, après que les autres Commissions en ont confirmé la nature purement rédactionnelle (une liste en est aussi établie à l'intention des Commissions intéressées). Toutefois, si de telles propositions sont liées à d'autres propositions de fond à traiter par le Congrès ou par d'autres Commissions, la Commission de rédaction n'en aborde l'étude qu'après que le Congrès ou les autres Commissions se sont prononcés à l'égard des propositions de fond correspondantes. Les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R, mais qui, de l'avis du Bureau international, sont des propositions d'ordre rédactionnel, sont déferées directement aux Commissions qui s'occupent des propositions de fond correspondantes. Ces Commissions décident, dès l'ouverture de leurs travaux, lesquelles de ces propositions seront attribuées directement à la Commission de rédaction. Une liste de ces propositions est établie par le Bureau international à l'intention des Commissions en cause.

2. Si une même question fait l'objet de plusieurs propositions, le Président décide de leur order de discussion en commençant, en principe, par la proposition qui s'éloigne le plus du texte de base et qui comporte le changement le plus profond par rapport au statu quo.

3. Si une proposition peut être subdivisée en plusieurs parties, chacune d'elles peut, avec l'accord de l'auteur de la proposition ou de l'assemblée, être examinée et mise aux voix séparément.

4. Toute proposition retirée en Congrès ou en Commission par son auteur peut être reprise par la délégation d'un autre Pays-membre.

5. Si une proposition fait l'objet d'un amendement, on vote en premier lieu sur cet amendement. Toutefois, tout amendement à une proposition, accepté par la délégation qui présente cette proposition, est aussitôt incorporé dans le texte de la proposition.

6. Si une proposition fait l'objet de plusieurs amendements, on vote en premier lieu sur celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original; ensuite, on vote sur celui — parmi les amendements qui restent — qui s'écarte encore le plus du texte original et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix. Si aucun amendement n'est adopté, le vote a lieu sur la proposition initiale.

7. Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés.

Article 17

Délibérations

1. Les délégués ne peuvent prendre la parole qu'après avoir été autorisés par le Président de la réunion. Il leur est recommandé de parler sans hâte et distinctement. Le Président doit laisser aux délégués la possibilité d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion pour autant que cela soit compatible avec le déroulement normal des délibérations.

2. Sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents et votant, les discours ne peuvent excéder cinq minutes. Le Président est autorisé à interrompre tout orateur qui dépasse ledit temps de parole. Il peut aussi inviter le délégué à ne pas s'écarter du sujet.

3. Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, déclarer close la liste des orateurs après en avoir donné lecture. Lorsque la liste est épuisée, il prononce la clôture du débat, sous réserve d'accorder, même après la clôture de la liste, le droit de répondre à tout discours prononcé.

4. Le Président peut aussi, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, limiter le nombre des interventions d'une même délégation sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé, la possibilité devant cependant être accordée à l'auteur de la proposition d'introduire celle-ci et d'intervenir ultérieurement s'il le demande, pour apporter des éléments nouveaux en réponse aux interventions des autres délégations, de telle façon qu'il puisse avoir la parole en dernier lieu s'il la demande.

5. Avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, le Président peut limiter le nombre des interventions sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé; cette limitation ne peut être inférieure à cinq pour et cinq contre la proposition en discussion.

Article 18

Motions d'ordre

1. Il est permis, en tout temps, de demander la parole, pour une motion d'ordre ou pour un fait personnel. Toute demande de cette nature doit être mise immédiatement en discussion afin d'arriver à une décision sans retard.

2. La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

3. L'ordre de priorité des motions d'ordre est le suivant :

- (a) rappel au Règlement ;
- (b) suspension de la séance ;
- (c) levée de la séance ;
- (d) ajournement du débat sur la question en discussion ;
- (e) clôture du débat sur la question en discussion ;
- (f) toutes autres motions (p. ex. motion visant à modifier l'ordre fixé par le Président pour l'examen des propositions, questions de compétence) dont l'ordre de priorité a été établi par le Président.

4. Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole peut être donnée à deux orateurs s'exprimant contre la suspension ou la levée de la séance et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

5. Une délégation peut proposer l'ajournement du débat sur toute question pour une période déterminée. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement, après quoi la motion est mise aux voix.

6. A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

7. L'auteur d'une motion d'ordre peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée peut être reprise par une autre délégation.

Article 19

Quorum. Généralités concernant les votations

1. Le quorum est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès ou à la Commission et ayant droit de vote. En ce qui concerne les Arrangements, le quorum n'exige que la présence ou la représentation à la réunion de la moitié des Pays-membres représentés qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit.

2. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont tranchées par votation.

3. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent ne pas vouloir y participer ne sont pas considérées comme absentes en vue de la détermination du quorum exigé au paragraphe 1.

4. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

Article 20

Procédure de vote

1. Les votes ont lieu par le système traditionnel ou par le dispositif électronique de votation. Ils sont en principe effectués par le dispositif électronique lorsque celui-ci est à la disposition de l'assemblée. Toutefois, pour un vote secret, le recours au système traditionnel peut avoir lieu si la demande présentée dans ce sens par une délégation est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant.

2. Pour le système traditionnel, les procédures de vote sont les suivantes:

- (a) à main levée: si le résultat d'un tel vote donne lieu à des doutes, le Président peut, à son gré ou à la demande d'une délégation, faire procéder à un vote par appel nominal sur la même question;
- (b) par appel nominal: sur demande d'une délégation ou au gré du Président. L'appel se fait en suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés en commençant par le pays dont le nom est tiré au sort par le Président. Le résultat du vote, avec la liste des pays par nature de vote, est consigné au procès-verbal de la séance;
- (c) au scrutin secret: par bulletin de vote sur demande de deux délégations. Le Président de la réunion désigne en ce cas trois scrutateurs et prend les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote.

3. Par le dispositif électronique, les procédures de vote sont les suivantes:

- (a) vote non enregistré: il remplace un vote à main levée;
- (b) vote enregistré: il remplace un vote par appel nominal; toutefois, il n'est pas procédé à l'appel des noms des pays sauf si une délégation le demande et si cette proposition est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant;
- (c) vote secret: il remplace un scrutin secret par bulletins de vote.

4. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.

5. Après le vote, le Président peut autoriser les délégués à expliquer leur vote.

Article 21

Conditions d'approbation des propositions

1. Pour être adoptées, les propositions visant la modification des Actes doivent être approuvées :

- (a) pour la Constitution : par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union ;
- (b) pour le Règlement général : par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès ; les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote ;
- (c) pour la Convention et son Règlement d'exécution : par la majorité des Pays-membres présents et votant ;
- (d) pour les Arrangements et leurs Règlements d'exécution : par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties aux Arrangements.

2. Les questions de procédure qui ne peuvent être résolues d'un commun accord sont décidées par la majorité des Pays-membres présents et votant. Il en est de même pour des décisions ne concernant pas la modification des Actes, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant.

3. Sous réserve des dispositions de l'article 19, paragraphe 4, par Pays-membres présents et votant, il faut entendre les Pays-membres votant «pour» ou «contre», les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même d'ailleurs que les bulletins blancs ou nuls en cas de vote au scrutin secret.

4. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

Article 22

Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales

En vue de départager les pays ayant obtenu le même nombre de voix aux élections des membres du Conseil exécutif ou du Conseil consultatif des études postales, le Président procède au tirage au sort.

Article 23

Procès-verbaux

1. Les procès-verbaux des séances du Congrès et des Commissions reproduisent la marche des séances, résumant brièvement les interventions, mention-

nent les propositions et le résultat des délibérations. Des procès-verbaux sont établis pour les séances plénières et des procès-verbaux sommaires pour les séances de Commissions.

2. Les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés entièrement ou partiellement par des rapports à l'intention du Congrès si la Commission intéressée en décide ainsi. En règle générale, les Groupes de travail établissent un rapport à l'intention de l'organe qui les a créés.

3. Toutefois, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte français au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.

4. A partir du moment où l'épreuve du procès-verbal ou du rapport a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat qui, le cas échéant, sert d'intermédiaire entre l'intéressé et le Président de la séance en question.

5. En règle générale et sous réserve du paragraphe 4, au début des séances du Congrès, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Il en est de même pour les Commissions dont les délibérations font l'objet d'un procès-verbal ou d'un rapport. Les procès-verbaux ou les rapports des dernières séances qui n'auraient pu être approuvés en Congrès ou en Commission sont approuvés par les Présidents respectifs de ces réunions. Le Bureau international tiendra compte également des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux.

6. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les procès-verbaux ou les rapports des séances du Congrès et des Commissions les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation conformément au paragraphe 5.

Article 24

Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)

1. En règle générale, chaque projet d'Acte présenté par la Commission de rédaction est examiné article par article. Il ne peut être considéré comme adopté qu'après un vote d'ensemble favorable. Les dispositions de l'article 21, paragraphe 1, sont applicables à ce vote.

2. Au cours de cet examen, chaque délégation peut reprendre une proposition qui a été adoptée ou rejetée en Commission. L'appel concernant de telles propositions est subordonné à la condition que la délégation en ait informé par écrit le Président du Congrès au moins un jour avant la séance où la disposition visée du projet d'Acte sera soumise à l'approbation du Congrès.

3. Toutefois, il est toujours possible, si le Président le juge opportun pour la suite des travaux du Congrès, de procéder à l'examen des appels avant l'examen des projets d'Actes présentés par la Commission de rédaction.

4. Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Congrès, elle ne peut être examinée à nouveau par le même Congrès que si l'appel a été appuyé par au moins dix délégations et approuvé à la majorité des deux tiers des membres présents et votant. Cette faculté se limite aux propositions soumises directement aux séances plénières, étant entendu qu'une même question ne peut donner lieu à plus d'un appel.

5. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes ainsi que les références.

6. Les paragraphes 2 à 5 sont également applicables aux projets de décisions autres que les projets d'Actes (résolutions, voeux, etc.).

Article 25

Réserves aux Actes

Les réserves doivent être présentées par écrit en langue française (propositions relatives au Protocole final) de manière à pouvoir être examinées par le Congrès avant la signature des Actes.

Article 26

Signature des Actes

Les Actes définitivement approuvés par le Congrès sont soumis à la signature des Plénipotentiaires.

Article 27

Modifications au Règlement

1. Chaque Congrès peut modifier le Règlement intérieur. Pour être mises en délibération, les propositions de modification au présent Règlement, à moins qu'elles ne soient présentées par un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions, doivent être appuyées en Congrès par au moins dix délégations.

2. Pour être adoptées, les propositions de modification au présent Règlement doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès.

GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

CONTENTS

CHAPTER I

FUNCTIONING OF THE UNION'S BODIES

- Art.
101. The organization and convening of Congresses, Extraordinary Congresses, Administrative Conferences and Special Committees
 102. Composition, functioning and meetings of the Executive Council
 103. Documentation on the activities of the Executive Council
 104. Composition, functioning and meetings of the Consultative Council for Postal Studies
 105. Documentation on the activities of the Consultative Council for Postal Studies
 106. Rules of procedure of Congresses, Administrative Conferences and Special Committees
 107. Languages used for the publication of documents, for debates and for official correspondence

CHAPTER II

INTERNATIONAL BUREAU

108. Director-General and Deputy Director-General of the International Bureau
109. Secretariat of the Union's bodies
110. List of member countries
111. Information. Opinions. Requests for interpretation and amendment of the Acts. Inquiries. Role in the settlement of accounts
112. Technical cooperation
113. Forms supplied by the International Bureau
114. Acts of Restricted Unions and Special Agreements
115. Union magazine
116. Annual report on the work of the Union

CHAPTER III

PROCEDURE FOR THE SUBMISSION AND CONSIDERATION OF PROPOSALS

117. Procedure for submitting proposals to Congress
118. Procedure for submitting proposals between Congresses

Art.

- 119. Consideration of proposals between Congresses
- 120. Notification of decisions adopted between Congresses
- 121. Implementation of decisions adopted between Congresses

CHAPTER IV

FINANCE

- 122. Fixing and regulation of the expenditure of the Union
- 123. Contribution classes
- 124. Payment for supplies from the International Bureau

CHAPTER V

ARBITRATION

- 125. Arbitration procedure

CHAPTER VI

FINAL PROVISIONS

- 126. Conditions of approval of proposals concerning the General Regulations
- 127. Proposals concerning Agreements with the United Nations
- 128. Entry into force and duration of the General Regulations

FINAL PROTOCOL TO THE GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

Art.

- I. Executive Council and Consultative Council for Postal Studies
- II. Expenditure of the Union
- III. Contribution classes

Annex

Rules of procedure of Congresses

GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of member countries of the Union, having regard to article 22, § 2, of the Constitution of the Universal Postal Union, concluded at Vienna on 10 July 1964⁽¹⁾, have, by common consent, and subject to article 25, § 3 of the Constitution, drawn up in these General Regulations the following provisions securing the application of the Constitution and the functioning of the Union.

CHAPTER I

FUNCTIONING OF THE UNION'S BODIES

Article 101

The organization and convening of Congresses, Extraordinary Congresses, Administrative Conferences and Special Committees

1. The representatives of member countries shall meet in Congress not later than five years after the date on which the Acts of the preceding Congress come into operation.

2. Each member country shall arrange for its representation at Congress by one or more plenipotentiaries furnished by their Government with the necessary powers. It may, if need be, arrange to be represented by the delegation of another member country. Nevertheless it shall be understood that a delegation may represent only one member country other than its own.

3. In debates, each country shall be entitled to one vote.

4. In principle, each Congress shall designate the country in which the next Congress is to be held. If that designation proves inapplicable or inoperative it shall fall to the Executive Council to designate the country where Congress is to meet, after consultation with the latter country.

5. After consultation with the International Bureau, the host Government shall fix the definitive date and the precise locality of Congress. In principle one year before that date the host Government shall send an invitation to the Government of each member country of the Union. This invitation may be sent direct or through the intermediary of another Government or through the Director-General of the International Bureau. The host Government shall also be responsible for notifying the decisions taken by Congress to all the Governments of member countries.

6. When a Congress has to be convened without a host Government, the International Bureau, with the agreement of the Executive Council and after

⁽¹⁾ Treaty Series No. 70 (1966), Cmd. 3141.

consultation with the Government of the Swiss Confederation, shall take the necessary steps to convene and organize the Congress in the country in which the seat of the Union is situated. In this event the International Bureau shall perform the functions of the host Government.

7. The meeting place of an Extraordinary Congress shall be fixed, after consultation with the International Bureau, by the member countries which have initiated that Congress.

8. §§ 2 to 6 shall be applicable by analogy to Extraordinary Congresses.

9. The meeting place of an Administrative Conference shall be fixed after consultation with the International Bureau, by the postal administrations which have initiated the Conference. The notices of convocation shall be sent out by the postal administration of the country in which the conference is to be held.

10. Special Committees shall be convened by the International Bureau after consultation, where appropriate, with the postal administration of the member country in which these Special Committees are to meet.

Article 102

Composition, functioning and meetings of the Executive Council

1. The Executive Council shall consist of *a Chairman and thirty-nine* members who shall exercise their functions during the period between two successive Congresses.

2. *The chairmanship shall devolve by right on the host country of Congress. If that country waives this right, it shall become a de jure member and, as a result, the geographical region to which it belongs shall have at its disposal an additional seat, to which the restrictive provisions of §3 shall not apply. In that case, the Executive Council shall elect to the chairmanship one of the member countries belonging to the geographical region of the host country.*

3. The *thirty-nine* members of the Executive Council shall be *elected* by Congress on the basis of an equitable geographical distribution. At least a half of the membership shall be renewed at each Congress: no member may be chosen by three successive Congresses.

4. The representative of each of the members of the Executive Council shall be appointed by the postal administration of his country. ~~This representative shall be a qualified official of the postal administration.~~

5. The office of member of the Executive Council shall be unpaid. The operational expenses of this Council shall be borne by the union.

6. The Executive Council shall coordinate and supervise all the activities of the Union with the following functions:

- (a) to maintain the closest contact with the postal administrations of member countries with a view to improving the international postal service;
- (b) to promote, coordinate and supervise all forms of postal technical assistance within the framework of international technical cooperation;
- (c) to study administrative, legislative and legal problems concerning the international postal service and communicate the results of such studies to postal administrations;
- (d) to designate the country where the next Congress is to be held in the case provided for in article 101, § 4;
- (e) to submit subjects for study to the Consultative Council for Postal Studies for examination in accordance with article 104, § 8(f);
- (f) to examine the annual report prepared by the Consultative Council for Postal Studies and, if necessary, the proposals submitted by the Council;
- (g) to make any useful contacts with the United Nations, its Councils and its Committees, and with the specialized agencies and other international bodies, for the purpose of making studies and preparing reports to be submitted for approval to the postal administrations of member countries; to send, as occasion arises, representatives of the Union to take part on its behalf in the meetings of these international bodies; to designate in due course the intergovernmental international organizations which should be invited to be represented at a Congress and to instruct the Director-General of the International Bureau to send the necessary invitations;
- (h) to formulate, as necessary, proposals to be submitted for the approval either of postal administrations of member countries under article 31, § 1, of the Constitution and article 119 of these Regulations, or of Congress when these proposals concern studies entrusted by Congress to the Executive Council or when they arise out of the Executive Council's own activities as defined in this article;
- (i) to examine, at the request of the postal administration of a member country, any proposal which that administration forwards to the International Bureau under article 118, to prepare observations on it and to instruct the International Bureau to annex these observations to the proposal before submitting it for approval to the postal administrations of member countries.
- (j) *in accordance with the provisions in force:*
 - (i) to ensure control of the activities of the International Bureau;
 - (ii) to consider *and approve* the annual budget of the Union;
 - (iii) to approve, on the proposal of the Director-General of the International Bureau, the appointments of officials of *grades* D 2, D 1 and P 5, after examining the professional qualifications of the candidates recommended by postal administrations of member countries of which they are nationals, taking into account an equitable geographical distribution in respect of continents and languages together with all other relevant considerations, due weight being given to the Bureau's internal promotion arrangements;
 - (iv) to approve the annual report on the work of the Union prepared

by the International Bureau and where appropriate to furnish observations on it;

- (v) *to authorize*, if circumstances so require, the ceiling of expenditure to be exceeded *in accordance with article 122, § 3*.

7. In approving the appointments of officials of grades D 2, D 1 and P 5, the Executive Council shall take into account that in principle the persons occupying these posts shall be nationals of different member countries of the Union.

8. At its first meeting, which shall be convened by the Chairman of Congress, the Executive Council shall elect four Vice-Chairmen from among its members and draw up its Rules of procedure.

9. On convocation by its Chairman, the Executive Council shall meet in principle once a year, at Union headquarters.

10. The representative of each of the members of the Executive Council participating in its meetings, except for meetings which take place during Congress, shall be entitled to reimbursement of the cost of *either an economy class return air ticket or first class return rail ticket, or expenses incurred for travel by any other means subject to the condition that the amount does not exceed the price of the economy class return air ticket*.

11. *The Chairman of the Consultative Council for Postal Studies shall represent that body at meetings of the Executive Council on the agenda of which there are questions of interest to the body which he directs.*

12. *To ensure effective liaison between the work of the two bodies, the Chairman and Vice-Chairmen of the Consultative Council for Postal Studies may, if they express the desire so to do, attend Executive Council meetings as observers.*

13. The postal administration of the country in which the Executive Council meets shall be invited to take part in the meetings in the capacity of observer, if that country is not a member of the Executive Council.

14. The Executive Council may invite any international body or any qualified person whom it wishes to associate with its work to its meetings, without the right to vote. It may also invite, under the same conditions, one or more postal administrations of member countries concerned with questions on its agenda.

Article 103

Documentation on the activities of the Executive Council

1. The Executive Council shall send postal administrations of member countries of the Union and Restricted Unions, for information, after each session:

- (a) a summary record;

(b) the “Documents of the Executive Council” containing the reports, discussions, summary record and resolutions and decisions.

2. The Executive Council shall make to Congress a comprehensive report on its work and send it to postal administrations at least two months before the opening of Congress.

Article 104

Composition, functioning and meetings of the Consultative Council for Postal Studies

1. The Consultative Council for Postal Studies shall *consist of thirty-five members who shall exercise their functions during the period between two successive Congresses.*

2. *The members of the Consultative Council shall be elected by Congress, in principle on the basis of as wide a geographical distribution as possible.*

3. The representative of each of the members of the Consultative Council shall be appointed by the postal administration of his country. This representative shall be a qualified official of the postal administration.

4. The operational expenses of the Consultative Council shall be borne by the Union. Its members shall not receive any payment. Travelling and living expenses incurred by representatives of administrations participating in the Consultative Council shall be borne by those administrations. However, the representative of each of the relatively least economically developed countries recorded by the United Nations shall be entitled, except for meetings held during Congress, to reimbursement of the price of an economy class return air ticket or first class return rail ticket, or expenses incurred for travel by any other means, subject to the condition that the amount does not exceed the price of the economy class return air ticket.

5. At its first meeting, which shall be convened and opened by the Chairman of Congress, the Consultative Council shall choose from among its members a Chairman and Vice-Chairmen.

6. The Consultative Council shall draw up its Rules of procedure.

7. In principle, the Consultative Council shall meet every year at Union headquarters. The date and place of the meeting shall be fixed by its Chairman, in agreement with the Chairman of the Executive Council and the Director-General of the International Bureau.

8. The Chairman and the Vice-Chairmen of the Consultative Council shall form the Steering Committee. This Committee shall prepare and direct the work of each meeting of the Consultative Council and take on all the tasks which the latter decides to assign to it.

9. The functions of the Consultative Council shall be the following:

- (a) to organize the study of the most important technical, operational, economic and technical cooperation problems which are of interest to postal administrations of all member countries of the Union and to prepare information and opinions on them;
- (b) to study teaching and vocational training problems of interest to the new and developing countries;
- (c) to take the necessary steps to study and publicize the experiments and progress made by certain countries in the technical, operational, economic and vocational training fields of interest to the postal services;
- (d) to study the present position and needs of the postal services in the new and developing countries and to prepare appropriate recommendations on ways and means of improving the postal services in those countries;
- (e) to take, in consultation with the Executive Council, appropriate steps in the sphere of technical cooperation with all member countries of the Union and in particular with the new and developing countries;
- (f) to examine any other question submitted to it by a member of the Consultative Council, by the Executive Council or by any other administration of a member country.

10. The members of the Consultative Council shall take an active part in its work. Member countries not belonging to the Consultative Council may, at their request, cooperate in the studies undertaken.

11. If need be, the Consultative Council shall draw up proposals for Congress arising directly from its activities as defined in this article. These proposals shall be submitted by the Consultative Council itself, after consultation with the Executive Council when questions within the latter's competence are concerned.

12. The Consultative Council shall, at its last session before Congress, prepare for submission to Congress the draft work programme of the next Council, taking into account the requests of member countries of the Union and of the Executive Council.

13. *In order to ensure effective liaison between the work of the two bodies, the Chairman and Vice-Chairmen of the Executive Council may, if they express the desire so to do, attend Consultative Council for Postal Studies meetings as observers.*

14. The Consultative Council may invite the following to take part in its meetings without the right to vote:

- (a) any international body or any qualified person whom it wishes to associate with its work;
- (b) postal administrations of member countries not belonging to the Consultative Council.

Article 105**Documentation on the activities of the Consultative Council for Postal Studies**

1. The Consultative Council for Postal Studies shall send postal administrations of member countries and Restricted Unions, for information, after each session:
 - (a) a summary record;
 - (b) the "Documents of the Consultative Council for Postal Studies" containing the reports, discussions and summary record.
2. The Consultative Council shall prepare for the Executive Council an annual report on its work.
3. The Consultative Council shall prepare for Congress a comprehensive report on its work and send it to postal administrations of member countries at least two months before the opening of Congress.

Article 106**Rules of Procedure of Congresses, Administrative Conferences and Special Committees**

1. For the organization of its work and the conduct of its debates, Congress shall apply the Rules of procedure of Congresses which are annexed to the General Regulations.
2. Each Congress may amend these Rules under the conditions laid down in the Rules of procedure themselves.
3. Each Administrative Conference and each Special Committee shall draw up its Rules of procedure. Until such Rules are adopted, the provisions of the Rules of procedure of Congress annexed to these General Regulations shall be applicable in so far as they are relevant to the debates.

Article 107**Languages used for the publication of documents, for debates and for official correspondence**

1. *For the documents of the Union the French, Arabic, English and Spanish languages shall be used. Other languages may also be used on condition that the costs to be borne by the Union under § 6 are not thereby increased.*
2. *The member country or countries which have requested a language other than the official language constitute a language group. The member countries which*

have not made any express request shall be regarded as having asked for the official language.

3. Documents shall be published by the International Bureau in the official language and in the languages of the duly constituted language groups, either directly or through the intermediary of the regional offices of those groups in conformity with the procedures agreed with the International Bureau. Publication in the different languages shall be effected in accordance with a common standard.

4. Documents published directly by the International Bureau shall be distributed simultaneously in the different languages requested.

5. Correspondence between postal administrations and the International Bureau and between the latter and outside entities may be exchanged in any language for which the International Bureau has available a translation service.

6. The cost of translation into any language other than the official language, including those resulting from the application of § 5, shall be borne by the language group which has asked for that language. The Union shall bear the cost of translation into the official languages of documents and correspondence received in Arabic, English and Spanish, as well as all other costs involved in the supply of documents.

7. The costs to be borne by a language group shall be divided among the members of that group in proportion to their contributions to the expenses of the Union. These costs may be divided among the members of the language group according to another system, provided that the countries concerned agree to it and inform the International Bureau of their decision through the intermediary of the spokesman of the group.

8. The International Bureau shall give effect to any change in the choice of language requested by a member country after a period which shall not exceed two years.

9. For the discussions at meetings of the Union's bodies the French, English, Spanish and Russian languages shall be admissible, by means of a system of interpretation—with or without electronic equipment—the choice being left to the judgment of the organizers of the meeting after consultation with the Director-General of the International Bureau and the member countries concerned.

10. Other languages shall likewise be admissible for the discussions and meetings mentioned in § 9.

11. Delegations using other languages shall arrange for simultaneous interpretation into one of the languages mentioned in § 9, either by the system indicated in the same paragraph, when the necessary technical modifications can be made, or by individual interpreters.

12. The costs of the interpretation services shall be shared among the member countries using the same language in proportion to their contributions

to the expenses of the Union. However, the costs of installing and maintaining the technical equipment shall be borne by the Union.

13. Postal administrations may come to an understanding about the language to be used for official correspondence in their relations with one another. In the absence of such an understanding the language to be used shall be French.

CHAPTER II

INTERNATIONAL BUREAU

Article 108

The Director-General and Deputy Director-General of the International Bureau

1. *The Director-General and the Deputy Director-General of the International Bureau shall be elected by Congress for the period between two successive Congresses, the minimum duration of their term of office being five years. Their term of office shall be renewable once only. Unless Congress decides otherwise, the date on which they take up their duties shall be fixed at 1 January of the year following that in which Congress is held.*

2. *The election of the Director-General and that of the Deputy Director-General shall take place by secret ballot, the first election being for the post of Director-General. Applications must be submitted by the governments of member countries, through the intermediary of the Government of the Swiss Confederation. The candidates must be nationals of the member countries which put them forward.*

3. *If the post of Director-General falls vacant, the Deputy Director-General shall take over the functions of Director-General until the expiry of the latter's term of office.*

4. *If the posts of Director-General and Deputy Director-General fall vacant at the same time, the Executive Council shall elect, on the basis of the applications received following notification of the vacancies, a Deputy Director-General for the period extending up to the end of the term of office originally assigned to the Director-General. With regard to the submission of applications, § 2 shall apply by analogy.*

5. *The functions and powers of the Director-General shall be those expressly vested in him by the Acts, those deriving from the tasks assigned by the said Acts to the International Bureau, and those conferred upon him by the decisions of the competent bodies of the Union. He may delegate his power.*

6. *The Director-General shall organize, administer and direct the International Bureau, of which he is the legal representative.*

7. The Director-General shall prepare the draft annual budget of the Union at the lowest possible level consistent with the requirements of the Union and submit it in due course *and simultaneously* to the Executive Council *and the Supervisory Authority* for consideration. He shall communicate the budget to the member countries of the Union after approval by the *Executive Council*.

8. *The Director-General shall act as an intermediary in relations between:*
the UPU and the Restricted Unions;
the UPU and the United Nations;
the UPU and the international organizations whose activities are of interest to the Union.

9. *The Director-General shall assume the duties of Secretary-General of the bodies of the Union. In this capacity, and taking into account the special provisions of these General Regulations, he shall supervise in particular;*
the preparation and organization of the work of the Union's bodies;-
the preparation, production and distribution of documents, reports and minutes;
the functioning of the Secretariat at meetings of the Union's bodies.

10. The Director-General shall attend the meetings of *bodies of the Union* and take part in the discussions without the right to vote. *He may also be represented.*

11. *The Director-General shall be responsible to the Executive Council for his management. The Deputy Director-General shall assist the Director-General and shall be responsible to him; he shall exercise the functions of the Director-General if the latter is absent or prevented from discharging his duties.*

Article 109

Secretariat of the Union's Bodies

The Secretariat of the Union's bodies shall be provided by the International Bureau under the responsibility of the Director-General. It shall send all the documents published on the occasion of each session to the postal administrations of the members of the body, to the postal administrations of countries which, while not members of the body, cooperate in the studies undertaken, to the Restricted Unions and to postal administrations of other member countries which ask for them.

Article 110

List of member countries

The International Bureau shall prepare and keep up to date the list of member countries of the Union showing therein *their contribution class, their geographical zone and their position with respect to the Acts of the Universal Postal Union.*

Article 111

Information. Opinions. Requests for interpretation and amendment of the Acts. Inquiries. Role in the settlement of accounts

1. The International Bureau shall be at all times at the disposal of the Executive Council, the Consultative Council for Postal Studies and postal administrations for the purpose of supplying them with any necessary information on questions relating to the service.

2. In particular it shall collect, collate, publish and distribute all kinds of information of interest to the international postal service, give an opinion, at the request of the parties involved, on questions in dispute, act on requests for interpretation and amendment of the Acts of the Union and, in general, carry out such studies and editorial or documentary work as are assigned to it by those Acts or as may be referred to it in the interest of the Union.

3. It shall also conduct inquiries requested by postal administrations to obtain the views of other administrations on a particular question. The result of an inquiry shall not have the status of a vote and shall not be formally binding.

4. It shall bring to the notice of the Chairman of the Consultative Council for Postal Studies, for any necessary action, questions which are within the competence of that organ.

5. It shall act as a clearing house in the settlement of accounts of all kinds relating to the international postal service between postal administrations requesting this facility.

Article 112

Technical cooperation

The International Bureau shall develop postal technical assistance in all its forms within the framework of international technical cooperation.

Article 113

Forms supplied by the International Bureau

The International Bureau shall be responsible for arranging the manufacture of postal identity cards, international reply coupons, postal travellers' cheques and cheque book covers and for supplying them, at cost, to postal administrations ordering them.

Article 114**Acts of Restricted Unions and Special Agreements**

1. Two copies of the Acts of Restricted Unions and of Special Agreements concluded under article 8 of the Constitution shall be sent to the International Bureau by the offices of such Unions, or failing that, by one of the contracting parties.

2. The International Bureau shall see that the Acts of Restricted Unions and Special Agreements do not include conditions less favourable to the public than those which are provided for in the Acts of the Union and shall inform postal administrations of the existence of such Unions and Agreements. The International Bureau shall notify the Executive Council of any irregularity discovered through applying this provision.

Article 115**Union magazine**

The International Bureau shall publish, with the aid of the documents made available to it, a magazine in Arabic, Chinese, English, French, German, Russian and Spanish.

Article 116**Annual Report on the work of the Union**

The International Bureau shall make an annual Report on the work of the Union, which shall be sent, after approval by the Executive Council, to postal administrations, the Restricted Unions and the United Nations.

CHAPTER III**PROCEDURE FOR THE SUBMISSION AND
CONSIDERATION OF PROPOSALS****Article 117****Procedure for submitting proposals to Congress**

1. Subject to the exceptions provided for in § 3, the following procedure shall govern the submission of proposals of all kinds to Congress by postal administrations of member countries:

- (a) proposals which reach the International Bureau at least 6 months before the date fixed for Congress shall be accepted;

- (b) no drafting proposal shall be accepted during the period of 6 months preceding the date fixed for Congress;
- (c) proposals of substance which reach the International Bureau in the interval between 6 and 4 months before the date fixed for Congress shall not be accepted unless they are supported by at least two administrations;
- (d) proposals of substance which reach the International Bureau during the period of 4 months preceding the date fixed for Congress shall not be accepted unless they are supported by at least eight administrations;
- (e) declarations of support must reach the International Bureau within the same period as the proposals to which they refer.

2. Drafting proposals shall be headed "Drafting proposal" by the administrations which submit them and shall be published by the International Bureau under a number followed by the letter R. Proposals which do not bear this indication but which, in the opinion of the International Bureau, deal only with drafting points shall be published with an appropriate annotation: the International Bureau shall draw up a list of these proposals for Congress.

3. The procedure prescribed in §§ 1 and 2 shall not apply either to proposals concerning the Rules of procedure of Congresses or to amendments to proposals already made.

Article 118

Procedure for submitting proposals between Congresses

1. To be eligible for consideration each proposal concerning the Convention or the Agreements submitted by a postal administration between Congresses must be supported by at least two other administrations. Such proposals shall lapse if the International Bureau does not receive, at the same time, the necessary number of declarations of support.

2. These proposals shall be sent to other postal administrations through the intermediary of the International Bureau.

Article 119

Consideration of proposals between Congresses

1. Every proposal shall be subject to the following procedure: a period of two months shall be allowed to postal administrations of member countries for consideration of the proposal notified by an International Bureau circular and for forwarding their observations, if any, to the Bureau. Amendments shall not be admissible. The replies shall be collected by the International Bureau and communicated to postal administrations with an invitation to vote for or against the proposal. Those which have not sent in their vote within a period of two

months shall be considered as abstaining. The aforementioned periods shall be reckoned from the dates of the International Bureau circulars.

2. If the proposal relates to an Agreement, its Detailed Regulations or their Final Protocols, only the postal administrations of member countries which are parties to that Agreement may take part in the procedure described in § 1.

Article 120

Notification of decisions adopted between Congresses

1. Amendments made to the Convention, the Agreements and the Final Protocols to those Acts shall be sanctioned by a diplomatic declaration which the Government of the Swiss Confederation shall be charged to draw up and transmit at the request of the International Bureau to the Governments of member countries.

2. Amendments made to the Detailed Regulations and their Final Protocols shall be recorded and communicated to postal administrations by the International Bureau. The same shall apply to the interpretations referred to in article 77, § 2(c)(ii), of the Convention and in the corresponding provisions of the Agreements.

Article 121

Implementation of decisions adopted between Congresses

Any decision which has been adopted shall not take effect until at least three months after its notification.

CHAPTER IV

FINANCE

Article 122

Fixing and regulation of the expenditure of the Union

1. Subject to the provisions of §§ 2 to 5, the annual expenditure relating to the activities of bodies of the Union may not exceed the following sums for 1976 and subsequent years:

11,720,900 Swiss francs for 1976;
13,574,800 Swiss francs for 1977;
14,058,900 Swiss francs for 1978;
14,467,500 Swiss francs for 1979;
14,883,900 Swiss francs for 1980.

For the years after 1980, in case the Congress scheduled for 1979 is postponed, the annual budgets shall not exceed the sum fixed for the previous year by more than 5 per cent per annum.

2. The expenditure relating to the convening of the next Congress (travelling expenses of the secretariat transport charges, cost of installing simultaneous interpretation equipment, cost of producing documents during the Congress, etc) shall not exceed the limit of 2,135,200 Swiss francs.

3. The Executive Council *shall be authorized to exceed* the limits laid down in §§ 1 and 2 to take account of increases in salary scales, pension contributions or allowances, including post adjustments, approved by the United Nations for application to its staff working in Geneva.

4. *The Executive Council shall be authorized to exceed the limits laid down in § 1 to take account of the new edition of the International List of Post Offices and the installation of a canteen at the International Bureau. The total amounts of the excess authorized for this purpose shall not be more than:*

870,000 Swiss francs for the new edition of the International List of Post Offices;
100,000 Swiss francs for the installation of a canteen at the International Bureau.

5. If the credits authorized in §§ 1 and 2 prove inadequate to ensure the smooth running of the Union, these limits may only be exceeded with the approval of the majority of the member countries of the Union. Any consultation shall include a complete description of the facts justifying such a request.

6. Countries which accede to the Union or are admitted to the status of members of the Union as well as those which leave the Union shall pay their contributions for the whole of the year during which their admission or withdrawal becomes effective.

7. The Government of the Swiss Confederation shall make the necessary advances and supervise book-keeping and accounting of the International Bureau within the limit of credit fixed by Congress.

8. The sums advanced by the Government of the Swiss Confederation in accordance with § 7 shall be repaid by the debtor postal administrations in the shortest possible time and at the latest before 31 December of the year in which the account is sent. After that period the sums due shall be chargeable with interest in favour of the said Government at the rate of 5 per cent per annum, reckoned from the date of expiry of that period.

Article 123

Contribution classes

1. *Member countries shall contribute to defraying Union expenses according to the contribution class to which they belong. These classes are the following:*

class of 50 units;
class of 25 units;
class of 20 units;
class of 15 units;
class of 10 units;
class of 5 units;
class of 3 units;
class of 1 unit.

2. Member countries shall be *included in one of the above-mentioned contribution classes upon their admission or accession to the Union in accordance with the procedure laid down in article 21, § 4, of the Constitution.*

3. *Member countries may subsequently change contribution class on condition that this change is communicated to the International Bureau before the opening of Congress. This notification, which shall be brought to the attention of Congress, shall take effect on the date of the entry into force of the financial provisions drawn up by Congress.*

4. *Member countries may not insist on being lowered more than one class at a time. Member countries which have not made known their wish to change contribution class by the opening of Congress shall remain in the class to which they belonged up to that time.*

5. *Notwithstanding §§ 3 and 4, changes to a higher class shall not be subject to any restriction.*

Article 124

Payment for supplies from the International Bureau

Supplies provided by the International Bureau to postal administrations against payment shall be paid for in the shortest possible time and at the latest within six months from the first day of the month following that in which the account is sent by the Bureau. After that period the sums due shall be chargeable with interest in favour of the Government of the Swiss Confederation which advanced them, at the rate of 5 per cent per annum reckoned from the date of expiry of that period.

CHAPTER V

ARBITRATION

Article 125

Arbitration procedure

1. If a dispute has to be settled by arbitration, each of the postal administrations party to the case shall select a postal administration of a member country

not directly involved in the dispute. When several administrations make common cause, they shall count only as a single administration for the purposes of this provision.

2. If one of the administrations party to the case does not act on a proposal for arbitration within a period of six months, the International Bureau, if so requested, shall itself call upon the defaulting administration to appoint an arbitrator or shall itself appoint one ex officio.

3. The parties to the case may agree to appoint a single arbitrator which may be the International Bureau.

4. The decision of the arbitrators shall be taken by a majority of votes.

5. In the event of a tie the arbitrators shall select another postal administration, not involved in the dispute either, to settle the matter. Should they fail to agree on the choice, this administration shall be appointed by the International Bureau from among administrations not proposed by the arbitrators.

6. If the dispute concerns one of the Agreements, the arbitrators may be appointed only from among the administrations that are parties to that Agreement.

CHAPTER VI

FINAL PROVISIONS

Article 126

Conditions of approval concerning the General Regulations

Conditions of approval of proposals concerning the General Regulations shall be approved by a majority of the member countries represented at Congress. At least two-thirds of the member countries of the Union shall be present at the time of voting.

Article 127

Proposals concerning the Agreements with the United Nations

The conditions of approval referred to in article 126 shall apply equally to proposals designed to amend the Agreements concluded between the Universal Postal Union and the United Nations, in so far as those Agreements do not lay down conditions for the amendment of the provisions they contain.

Article 128**Entry into force and duration of the General Regulations**

These General Regulations shall come into force on 1 January 1976 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the member countries have signed these General Regulations in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at *Lausanne*, 5 July 1974

Signatures

(The same countries as at pages 7 to 27.)

(For ratifications etc. see page 122)

FINAL PROTOCOL TO THE GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

At the moment of proceeding to signature of the General Regulations of the Universal Postal Union concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed the following:

Article I

Executive Council and Consultative Council for Postal Studies

The provisions of the General Regulations relating to the organization and functioning of the Executive Council and of the Consultative Council for Postal Studies shall be applicable in advance of the coming into operation of those Regulations.

Article II

Expenditure of the Union

1. *Notwithstanding Article 128 a sum of 100,000 Swiss francs shall be added to the ceiling of annual expenditure relating to the work of the Union's bodies for 1975 because of the expenditure involved in the entry into force, from 1 January 1975, of the new accounting system for international reply coupons.*

2. *Notwithstanding Article 122, § 1, the Executive Council, or in case of extreme urgency the Director-General, may authorize the prescribed limits to be exceeded to meet the cost of major and unforeseen repairs to the International Bureau building, provided however that the amount of the excess shall not be more than 65,000 Swiss francs per annum.*

Article III

Contribution classes

Article 123, § 1, shall be applicable before the entry into force of these Regulations.

In witness whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up this Protocol, which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the text of the General Regulations themselves, and they have signed it in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A

copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at *Lausanne*, 5 July 1974

Signatures

(The same countries as at pages 7 to 27.)

GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION—ANNEX

Rules of procedure of Congresses

SUMMARY

- Art.
1. General provisions
 2. Delegations
 3. Delegates' credentials
 4. Order of seating
 5. Observers
 6. Doyen of Congress
 7. Chairmanships and Vice-Chairmanships of Congress and Committees
 8. Bureau of Congress
 9. Committees
 10. Working Parties
 11. Membership of Committees
 12. Secretariat of Congress and of Committees
 13. Language of debates
 14. Languages used for drafting Congress documents
 15. Proposals
 16. Consideration of proposals in Congress and in Committees
 17. Debates
 18. Motions on points of order
 19. Quorum. General provisions concerning voting
 20. Voting procedure
 21. Conditions of approval of proposals
 22. Election of members of the Executive Council or the Consultative Council for Postal Studies
 23. Minutes
 24. Approval by Congress of draft decisions (Acts, resolutions, etc.)
 25. Reservations to Acts
 26. Signature of Acts
 27. Amendment of the Rules

RULES OF PROCEDURE OF CONGRESSES

Article 1

General Provisions

The present Rules of procedure (hereinafter referred to as “the Rules”) have been drawn up pursuant to the Acts of the Union and are subordinate to them. In the event of a discrepancy between one of their provisions and a provision of the Acts, the latter shall prevail.

Article 2

Delegations

1. The term “delegation” shall denote the person or body of persons designated by a member country to take part in a Congress. The delegation shall consist of a Head of Delegation and, if appropriate, his deputy, one or more delegates and, possibly, one or more attached officials (including experts, secretaries, etc.).

2. Heads of delegation, their deputies and also delegates, shall be representatives of member countries within the meaning of article 14, § 2 of the Constitution if in possession of credentials which comply with the conditions laid down in article 3 of these Rules.

3. Attached officials shall be admitted to meetings, but they shall not normally have the right to vote. However, they may be authorized by the Head of their delegation to vote on behalf of their country at Committee meetings. Such authorizations shall be handed, in writing, to the Chairman of the committee concerned, before the beginning of the meeting.

Article 3

Delegates’ credentials

1. Delegates’ credentials shall be signed by the Head of State, the Head of Government or the Minister for Foreign Affairs of the country concerned. They shall be drawn up in due and proper form. The credentials of delegates entitled to sign the Acts (plenipotentiaries) shall specify the scope of such signature (signature subject to ratification or approval, signature ad referendum, definitive signature). In the absence of such specific information, the signature shall be regarded as being subject to ratification or approval. Credentials authorizing the holder to sign the Acts shall implicitly include the right to vote. Delegates in possession of credentials which do not expressly authorize them to sign the Acts shall only be entitled to take part in the debates and to vote.

2. Credentials shall be deposited at the opening of Congress with the authority designated for that purpose.

3. Delegates who are not in possession of credentials or who have not deposited their credentials may, provided their names have been communicated by their Government to the Government of the host country, take part in the debates and vote from the moment they participate in the work of Congress. The same shall apply to those whose credentials are found to be not in order. Such delegates shall cease to be empowered to vote from the time Congress approves the report of the Credentials Committee establishing that their credentials have not been received or are not in order until such time as the position is regularized.

4. The credentials of a member country which arranges for the delegation of another member country to represent it at Congress (proxy) shall be in the same form as those mentioned in § 1.

5. Credentials and proxies sent by telegram shall not be admissible. However, telegrams sent in reply to requests for information relating to credentials shall be accepted.

6. A delegation which, after it has deposited its credentials, is prevented from attending one or more meetings, may arrange to be represented by the delegation of another country, provided that notice in writing is given to the Chairman of the meeting concerned. However, a delegation may represent only a single country other than its own.

7. The delegates of member countries which are not parties to an Agreement may take part in the debates of Congress concerning that Agreement, without the right to vote.

Article 4

Order of seating

1. At Congress and Committee meetings, delegations shall be seated in the French alphabetical order of the member countries represented.

2. The Chairman of the Executive Council shall draw lots, in due course, for the name of the country to be placed foremost before the rostrum at Congress and Committee meetings.

Article 5

Observers

1. Representatives of the United Nations may take part in the debates of Congress.

2. Observers from international intergovernmental organizations designated by the Executive Council shall be admitted to meetings of Congress when questions of interest to these organizations are being discussed.

3. Qualified representatives of the Restricted Unions established in accordance with article 8, § 1, of the Constitution shall also be admitted as observers when the Unions concerned express a wish to that effect.

4. The observers referred to in §§ 1 to 3 shall take part in the debates without the right to vote.

5. Requests from non-governmental organizations to take part in Congress shall be subject to an express decision of Congress in each case.

Article 6

Doyen of Congress

1. The postal administration of the host country of Congress shall suggest the person to be appointed as Doyen of Congress in agreement with the International Bureau. The Executive Council shall approve this appointment in due course.

2. At the opening of the first plenary meeting of each Congress, the Doyen shall act as Chairman until Congress has elected one. He shall also exercise the functions assigned to him under the present Rules.

Article 7

Chairmanships and Vice-Chairmanships of Congress and Committees

1. At its first plenary meeting, on the proposal of the Doyen, Congress shall appoint the member country and the four member countries which are to act as Chairman and Vice-Chairman, respectively, of Congress. These posts shall be assigned taking as much account as possible of the geographical distribution of the member countries.

2. On the Doyen's proposal, Congress shall also designate the member countries which are to act as Chairman and Vice-Chairman of the Committees.

3. The Chairmen shall open and close the meetings over which they preside, direct the debates, give speakers the floor, put proposals to the vote and announce what majority is required for their adoption, announce decisions and, subject to the approval of Congress, interpret such decisions if necessary.

4. The Chairman shall see that the present Rules are observed and that order is maintained at meetings.

5. Any delegation may appeal to Congress or the Committee against a decision taken by the Chairman on the basis of a provision or interpretation of the Rules. The Chairman's decision shall nevertheless hold good unless rescinded by a majority of the members present and voting.

6. Should the member country appointed to the Chairmanship be no longer able to exercise this function, one of the Vice-Chairmen shall be appointed by Congress or the Committee to replace it.

Article 8

Bureau of Congress

1. The Bureau shall be the central body responsible for directing the work of Congress. It shall consist of the Chairman and Vice-Chairmen of Congress and also of the Chairmen of Committees. It shall meet periodically to review the progress of the work of Congress and its Committees and to make recommendations designed to facilitate such progress. It shall assist the Chairman in drawing up the agenda of each plenary meeting and in coordinating the work of the Committees. It shall make recommendations relating to the closing of Congress.

2. The Secretary-General of Congress and the Assistant Secretary-General, mentioned in article 12, § 1, shall attend the meetings of the Bureau.

Article 9

Committees

Congress shall determine the number of Committees required to carry out its work and shall specify their functions.

Article 10

Working parties

Each Committee may set up working parties to study special questions.

Article 11

Membership of Committees

1. The member countries represented in Congress shall, as of right, be members of the Committees responsible for studying proposals relating to the Constitution, the General Regulations, the Convention and its Detailed Regulations.

2. Member countries represented in Congress which are parties to one or more of the optional Agreements shall, as of right, be members of the Committee and/or Committees responsible for the revision of these Agreements. The right to vote of members of the Committee or Committees shall be confined to the Agreement or Agreements to which they are parties.

3. Delegations which are not members of Committees dealing with the Agreements and their Detailed Regulations may attend meetings of those Committees and take part in the debates without the right to vote.

Article 12

Secretariat of Congress and of Committees

1. The Director-General and the Deputy Director-General of the International Bureau shall act as Secretary-General and Assistant-General of Congress, respectively.

2. The Secretary-General and the Assistant Secretary-General shall attend the meetings of Congress and of the Bureau of Congress and take part in the debates without the right to vote. They may also attend, under the same conditions, Committee meetings or be represented thereat by a senior official of the International Bureau.

3. The work of the Secretariat of Congress, the Bureau of Congress and the Committees shall be performed by the staff of the International Bureau in conjunction with the administration of the host country.

4. Senior officials of the International Bureau shall act as Secretaries of Congress, of the Bureau of Congress and of Committees. They shall assist the Chairman during meetings and shall be responsible for writing the minutes or reports.

5. Secretaries of Congress and of Committees shall be assisted by Assistant Secretaries.

6. Rapporteurs proficient in French shall take the minutes of Congress and Committees.

Article 13

Languages of debates

1. Subject to § 2, English, French, Russian and Spanish may be used for debates, by means of a system of simultaneous or consecutive interpretation.

2. The debates of the Drafting Committee shall be held in French.

3. Other languages may also be used for the debates mentioned in § 1. The language of the host country shall have priority in this connection. Delegations using other languages shall arrange for simultaneous interpretation into one of the languages mentioned in § 1, either by means of the simultaneous interpretation system, when the necessary technical alterations can be made, or by special interpreters.

4. The cost of installing and maintaining the technical equipment shall be borne by the Union.

5. The cost of the interpretation services shall be divided among the member countries using the same language in proportion to their contributions to the expenses of the Union.

Article 14

Languages used for drafting Congress documents

1. Documents prepared during Congress including draft decisions submitted to Congress for approval shall be published in French by the Secretariat of Congress.

2. To this end, documents produced by delegations of member countries shall be submitted in French, either direct or through the intermediary of the translation services attached to the Congress Secretariat.

3. The above services, organized at their own expense by the language groups set up in accordance with the relevant provisions of the General Regulations, may also translate Congress documents into their respective languages.

Article 15

Proposals

1. All questions brought before Congress shall be the subject of proposals.

2. All proposals published by the International Bureau before Congress shall be regarded as being submitted to Congress.

3. From the time Congress opens; no proposal shall be considered except those amending earlier proposals.

4. The following shall be regarded as amendments: any proposal involving a deletion from, or an addition to, part of the original proposal or the revision of a part of that proposal. No proposed change shall be regarded as an amendment if Congress or the Committee considers that it is incompatible with the original proposal.

5. Amendments submitted at Congress to proposals already made shall be handed in to the Secretariat in writing, in French, before noon on the day but one before the day on which they will be discussed, so that they can be distributed to delegates the same day. This time-limit shall not apply to amendments arising directly from the debates in Congress or in a Committee. In the latter case, if so requested, the author of the amendment shall submit a written version in French, or in case of difficulty, in any other language used for debates. The Chairman concerned shall read it out or have it read out.

6. The procedure laid down in § 5 shall also apply to the submission of proposals that are not designed to amend the text of the Acts (draft resolutions, draft recommendations, draft formal opinions, etc.).

7. Any proposal or amendment shall give the final form of the text which is to be inserted in the Acts of the Union, subject, of course, to revision by the Drafting Committee.

Article 16

Consideration of proposals in Congress and in Committees

1. Drafting proposals (the number of which shall be followed by the letter R) shall be assigned to the Drafting Committee either direct, if the International Bureau has no doubt as to their nature (a list of such proposals shall be drawn up for the Drafting Committee by the International Bureau), or, if the International Bureau is in doubt as to their nature, after the other Committees have confirmed that they are purely of a drafting nature (a list of such proposals shall likewise be drawn up for the Committees concerned). If, however, such proposals are linked with other proposals of substance to be considered by Congress or by other Committees, the Drafting Committee shall postpone consideration of them until after Congress or the other Committees have taken a decision on the corresponding proposals of substance. Proposals whose numbers are not followed by the letter R but which, in the opinion of the International Bureau, are of a drafting nature, shall be referred direct to the Committees concerned with the corresponding proposals of substance. When these Committees begin work, they shall decide which of the proposals shall be assigned direct to the Drafting Committee. A list of these proposals shall be drawn up by the International Bureau for the Committees concerned.

2. If the same question is the subject of several proposals, the Chairman shall decide the order in which they are to be discussed, starting as a rule, with the proposal which departs most from the basic text and entails the most significant change in relation to the status quo.

3. If a proposal can be subdivided into several parts, each part may, if the originator of the proposal or the Assembly so agrees, be considered and voted upon separately.

4. Any proposal withdrawn in Congress or in Committee by its originator may be re-submitted by the delegation of another member country.

5. If there is an amendment to a proposal, the amendment shall be voted upon first. However, any amendment to a proposal which is accepted by the delegation submitting the proposal shall be immediately included in the text thereof.

6. If there are several amendments to a proposal, that which departs most from the original text shall be put to the vote first; the remaining amendments shall then be voted on beginning with that which contains the next greatest departure from the original text, and so on until all the amendments have been considered. If one or more amendments are adopted, the proposal so amended shall then itself be put to the vote. If no amendment is adopted, a vote shall be taken on the initial proposal.

7. The Chairman of Congress and the Chairmen of Committees shall arrange for the text of the proposals, amendments or decisions adopted to be passed to the Drafting Committee, in writing, after each meeting.

Article 17

Debates

1. Delegates may not take the floor until they have been given permission to do so by the Chairman of the meeting. They shall be urged to speak slowly and distinctly. The Chairman shall afford delegates the possibility of freely and fully expressing their views on the subject discussed, so long as that is compatible with the normal course of the debate.

2. Unless a majority of the members present and voting decides otherwise, speeches shall not exceed five minutes. The Chairman shall be authorized to interrupt any speaker who exceeds the said authorized time. He may also ask the delegate not to depart from the subject.

3. During a debate, the Chairman may with the agreement of the majority of the members present and voting, declare the list of speakers closed after reading it out. When the list is exhausted, he shall declare the debate closed although even after the closing of the list he may grant the right to reply to any of the speeches delivered.

4. The Chairman may also with the agreement of the majority of the members present and voting, limit the number of speeches by any one delegation on a proposal or a certain group of proposals; but the originator of the proposal shall be given the opportunity of introducing it and speaking subsequently if he asks to do so in order to make new points in reply to the speeches of other delegations, so that he may, if he wishes, be the last speaker.

5. With the agreement of the majority of the members present and voting, the Chairman may limit the number of speeches on a proposal or a certain group of proposals; but this limit may not be less than five for and five against the proposal under discussion.

Article 18

Motions on points of order

1. It shall be permissible at any time to ask to speak on a point of order or for a personal reason. Such a request shall be discussed forthwith so that a decision may be taken without delay.

2. A delegation which submits a motion on a point of order may not touch on the substance of the problem under discussion.

3. The order of priority of motions on points of order is as follows:

- (a) a call to order;
- (b) suspension of the meeting;
- (c) closure of the meeting;
- (d) adjournment of the debate on the question under discussion;
- (e) closure of the debate on the question under discussion;
- (f) any other motion (e.g. a motion to change the order fixed by the Chairman for examining the proposals, questions of competence), the order of priority of which shall have been decided by the Chairman.

4. During the discussion of a question, a delegation may propose that the meeting be suspended or closed giving its reasons for so proposing. If this proposal is supported, two speakers shall be allowed to speak against the suspension or closure of the meeting and only on that subject, after which the motion shall be put to the vote.

5. A delegation may propose adjournment of the debate on any question for a specified period. In this case, only two speakers against the adjournment may speak, after which the motion shall be put to the vote.

6. A delegation may, at any time, propose that the debate on the question under discussion be closed. In that case, only two speakers against the motion may speak after which the motion shall be put to the vote.

7. The proposer may withdraw a motion on points of order before it has been put to the vote. Any motion, whether amended or not, which is so withdrawn may be re-introduced by another delegation.

Article 19

Quorum, general provisions concerning voting

1. *Half the member countries represented at Congress or on the Committee and having the right to vote shall constitute a quorum.* Regarding the Agreements,

the quorum shall be formed by the presence or representation at the meeting of half of the member countries represented which are parties to the Agreement concerned.

2. Questions which cannot be settled by common consent shall be decided by vote.

3. Delegations which are present but do not take part in a given vote, or which state that they do not wish to take part therein, shall not be regarded as being absent for the purpose of determining whether a quorum is formed as required in § 1.

4. When the number of abstentions, and blank or null and void ballot papers exceeds half the number of votes cast (for, against and abstentions), consideration of the matter shall be deferred until a subsequent meeting, at which abstentions and blank or null and void ballot papers shall be disregarded.

Article 20

Voting procedures

1. Votes shall be taken by the traditional system or by the electronic voting system. They shall normally be taken by the electronic system when that system is available to the assembly. However, in the case of a secret ballot, the traditional system may be used if one delegation, supported by a majority of the delegations present and voting, so requests.

2. For the traditional system, the methods of voting shall be as follows:

- (a) by show of hands. If there is doubt about the result of such a vote, the Chairman, if he so wishes or if a delegation so requests, may arrange for a roll-call vote on the same question;
- (b) by roll-call, at the request of a delegation or if so decided by the Chairman. The roll shall be called according to the French alphabetical order of the countries represented, beginning with the country whose name is drawn by lot by the Chairman. The result of the vote together with a list of the countries grouped according to the way they voted, shall be included in the minutes of the meeting;
- (c) by secret ballot, using ballot papers, if requested by two delegations. In this case, the Chairman of the meeting shall appoint three tellers and make the necessary arrangements for the holding of a secret ballot.

3. For the electronic system, the methods of voting shall be as follows:

- (a) non-recorded vote: it replaces a vote by show of hands;
- (b) recorded vote: it replaces a roll-call vote; however, the names of the countries shall not be called unless one delegation, supported by a majority of the delegations present and voting, so requests;
- (c) secret ballot: it replaces the secret ballot by ballot papers.

4. Once the voting has begun, no delegation may interrupt it, except to raise a point of order relating to the way in which the vote is being taken.

5. After the vote, the Chairman may permit delegates to explain why they voted as they did.

Article 21

Conditions of approval of proposals

1. To be adopted, proposals involving amendments to the Acts must:
 - (a) in the case of the Constitution, be approved by at least two-thirds of the member countries of the Union;
 - (b) in the case of the General Regulations, be approved by a majority of the member countries represented in Congress; two-thirds of the member countries of the Union shall be present when the vote is taken;
 - (c) in the case of the Convention and its Detailed Regulations, be approved by a majority of the member countries present and voting;
 - (d) in the case of the Agreements and their Detailed Regulations, be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreements.

2. Procedural matters which cannot be settled by common consent shall be decided by a majority of the member countries present and voting. The same shall apply to decisions not concerning changes in the Acts, unless Congress decides otherwise by a majority of the member countries present and voting.

3. Subject to the provisions of article 19, § 4, “member countries present and voting” means member countries voting “for” or “against”, abstentions being ignored in counting the votes required to constitute a majority as well as blank or null and void ballot papers in the case of a secret ballot.

4. In the event of a tie, a proposal shall be regarded as rejected.

Article 22

Election of the members of the Executive Council and the Consultative Council for Postal Studies

In order to decide between countries which have obtained the same number of votes in elections of members of the executive Council or the Consultative Council for Postal Studies, the Chairman shall draw lots.

Article 23

Minutes

1. The minutes of the meetings of Congress and Committees shall record the course of the meetings, briefly summarize speeches, and mention proposals and

the outcome of the debates. Minutes shall be prepared of the plenary meetings and summarized minutes of the Committee meetings.

2. The minutes of Committee meetings may be entirely or partially replaced by reports to Congress if the Committee concerned so decides. As a general rule, working parties shall prepare a report for the body that set them up.

3. Each delegate, however, shall be entitled to ask for any statement made by him to be included in the minutes or in the report either verbatim or in summary form, provided the French text is handed to the Secretariat not later than two hours after the end of the meeting.

4. Delegates shall be allowed a period of twenty-four hours, from the moment when the draft minutes or the draft report are distributed, in which to make their comments to the Secretariat, which, if necessary, shall act as an intermediary between the party concerned and the Chairman of the meeting in question.

5. As a general rule and subject to the provisions of § 4, at the beginning of each meeting of Congress, the Chairman shall submit the minutes of a previous meeting for approval. The same shall apply in regard to those Committees whose proceedings are recorded in the form of minutes or a report. The minutes or reports of the last meetings which it has not been possible to approve in Congress or in a Committee shall be approved by the respective Chairmen of the meetings. The International Bureau shall also take account of any comments received from delegates of member countries within forty days of the dispatch of the minutes to them.

6. The International Bureau shall be authorized to correct in the minutes or reports of meetings of Congress and Committees any material errors which were not brought to light when the minutes were approved in accordance with § 5.

Article 24

Approval by Congress of draft decisions (Acts, resolutions, etc.)

1. As a general rule, each draft Act submitted by the Drafting Committee shall be studied article by article. It can only be regarded as adopted after an overall favourable vote. The provisions of article 21, § 1 shall apply to such a vote.

2. During this study, any delegation may reopen a proposal which has been carried or rejected in Committee. An appeal relating to a rejected proposal shall be subject to the delegation's having notified the Chairman of Congress accordingly, in writing, at least one day before the meeting at which the relevant provision of the draft Act is to be submitted to Congress for approval.

3. Nonetheless, it shall always be possible, if the Chairman considers it desirable for the progress of Congress work, to consider appeals before considering the draft Acts submitted by the Drafting Committee.

4. *When a proposal has been adopted or rejected by Congress, it can only be reconsidered by the same Congress if the appeal has been supported by at least ten delegations and approved by a two-thirds majority of the members present and voting. This possibility is limited to proposals submitted direct to plenary meetings, it being understood that a single question cannot give rise to more than one appeal.*

5. The International Bureau shall be authorized to correct in the final Acts any material errors which have not come to light during the study of the draft Acts, the numbering of articles and paragraphs and references.

6. Paragraphs 2 to 5 shall also apply to draft decisions other than draft Acts (resolutions, formal opinions, etc.).

Article 25

Reservations to Acts

Reservations must be submitted in writing in French (proposals concerning the Final Protocol), in order that they may be considered by Congress before the signing of Acts.

Article 26

Signature of Acts

Acts finally approved by Congress shall be submitted to the plenipotentiaries for signature.

Article 27

Amendment of the Rules

1. Each Congress may amend the Rules of procedure. In order to be accepted for discussion, proposals to amend the present Rules, unless submitted by a UPU body empowered to put forward proposals, shall be supported in Congress by at least ten delegations.

2. To be adopted, proposals for amendments to the present Rules must be approved by at least two-thirds of the member countries represented in Congress.

**RATIFICATIONS OF THE SECOND ADDITIONAL PROTOCOL TO
THE CONSTITUTION OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION**

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Ratification</i>
Bahamas	29 Mar. 1976
Belgium	23 Oct. 1975
Canada	8 Sept. 1975
Denmark	12 Feb. 1976
Fiji	14 Oct. 1975
France	30 Oct. 1975
Ensemble of Territories represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications	30 Oct. 1975
Germany, Federal Republic of (including Berlin (West)) ...	29 Dec. 1975
Iceland	6 Oct. 1975
Japan	1 Aug. 1975
Korea, Republic of	23 Dec. 1975
Liechtenstein	20 Aug. 1975
Luxembourg	11 Mar. 1976
Malaysia	30 Jan. 1976
Netherlands	21 Nov. 1975
Netherlands Antilles and Surinam	21 Nov. 1975
Singapore	24 Mar. 1976
Switzerland	9 Sept. 1975
Thailand	5 Mar. 1976
Tunisia	30 Dec. 1975
United Kingdom (including the Channel Islands and the Isle of Man)	23 Feb. 1976
Overseas Territories for whose international relations the Govern- ment of the United Kingdom is responsible	11 Mar. 1976
United States of America	14 Apr. 1976
Ensemble of Territories of the United States of America, including the Trust Territory of the Pacific Islands	14 April 1976

ACCESSIONS

South Africa	2 Feb. 1976
Surinam	(effective date) 20 Apr. 1976

**RATIFICATIONS AND APPROVALS OF THE GENERAL REGULATIONS
OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION**

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Instrument</i>
Bahamas (A)	29 Mar. 1976
Belgium (A)	23 Oct. 1975
Canada (A)	8 Sept. 1975
Denmark	*
Fiji (R)	14 Oct. 1975
France (A)	22 Oct. 1975
Ensemble of Territories, represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications (A)	22 Oct. 1975
Germany, Federal Republic of (including Berlin (West)) (R) ...	29 Dec. 1975
Iceland (R)	6 Oct. 1975
Japan (A)	1 Aug. 1975
Korea, Republic of (R)	23 Dec. 1975
Liechtenstein (R)	20 Aug. 1975
Luxembourg (A)	11 Mar. 1976
Malaysia (A)	30 Jan. 1976
Netherlands (R)	21 Nov. 1975
Netherlands Antilles and Surinam (R)	21 Nov. 1975
Singapore (A)	24 Mar. 1976
Switzerland (R)	9 Sept. 1975
Thailand (A)	5 Mar. 1976
Tunisia (R)	30 Dec. 1975
United Kingdom (including the Channel Islands and the Isle of Man) (A)	23 Feb. 1976
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom is responsible (A) ...	11 Mar. 1976
United States of America (R)	14 Apr. 1976
Ensemble of Territories of the United States of America, includ- ing the Trust Territory of the Pacific Islands (R)	14 Apr. 1976

ACCESSIONS

South Africa	2 Feb. 1976
Surinam	(effective date) 20 Apr. 1976

* Signature by Denmark on 5 July 1974 constituted final approval of the General Regulations.